

# Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

décembre 1977

sommaire

Gauchisme et terrorisme... p. 2  
 Sahel..... p. 4  
 Amérique Latine..... p. 5  
 Nouveaux philosophes..... p. 6  
 Grande-Bretagne..... p. 6  
 Stakhanov est mort..... p. 8

mensuel n° 44

2ff

20FB/1,5FS/5OCTS CAN.

## ISRAËL - ÉGYPTÉ

### LES VAUTOURS DE LA PAIX

Les charognards des guerres du Moyen-Orient se déguisent aujourd'hui en blanches colombes. Ils utilisent une profonde aspiration à la paix surgie de l'épuisement de sueur et de sang dû aux coups d'une attaque féroce des conditions d'existence des exploités, par la crise et des combats incessants, dont quatre guerres israélo-arabes, qui ont fait se jeter les uns contre les autres les prolétaires de leurs nations bourgeoises. Le battage sur la "paix" n'est qu'un paravent à la tentative d'évolution que la situation mondiale impose aujourd'hui au capital au Moyen-Orient.

Sur les prolétaires morts pour les besoins des impérialismes, embrigadés par le capitalisme sous la bannière du "progressisme" arabe ou du "droit à la survie" israélien, de la "révolution palestinienne" ou de la "croisade phalangiste", les héros des guerres devenus chantres de la paix, versent, avec l'appui des mass-média du monde entier, leurs larmes de crocodile. Le général Dayan, héros de la guerre des six jours, l'ultra-nationaliste Begin, le colonel Sadate qui, devenu président, entama la guerre du Kippour, essaient de se réconcilier sur le dos de ceux qu'ils envoyèrent et renverront quand ils le pourront au massacre, vers les mêmes cibles ou d'autres, cibles selon leur jeu dans l'impérialisme mondial.

A la guerre pour le compte des impérialismes, succède une "paix" recherchée pour les besoins de l'impérialisme, en l'occurrence la "pax americana" au Moyen-Orient. Pour le camp occidental, dans sa stratégie d'élimination du camp russe de la région, Israël, un de ses bastions mis en place au moment de la "guerre froide", doit perdre sa position d'allié privilégié, la stratégie consistant aujourd'hui à répartir le plus possible les miettes du gâteau entre tous, pour mieux faire face comme bloc à l'autre camp. Dans cette course aux miettes de l'économie de guerre, plus consistantes dans le bloc américain, Sadate a coiffé sur le poteau les autres chefs d'Etat de la région. De là la surprise, le dépit se tournant en condamnation, de l'Arabie Saoudite à la Libye, toutes les nuances selon que l'on est plus ou moins près de la manne américaine, jusqu'au palestinien Arafat qui, ne sachant pas sur quel pied danser la ronde impérialiste, est successivement passé par les états d'âme suivants : applaudissements, approbation, dénonciation. Mais quelles que soient les attitudes des Etats nationaux ou en puissance, quelle que soit l'issue immédiate de cette gigantesque mascarade, les dés sont pipés, la partie se joue à Washington, les Etats-Unis ont l'initiative.

Begin a écrit à Carter : "Merci d'avoir créé ce moment historique". Moment historique, nous en sommes sûrs, mais pas celui de la paix comme vous voulez nous le faire croire, messieurs les massacreurs ! Cette danse macabre de la "paix" est un des voiles du renforcement gigantesque de l'Etat capitaliste dans le monde entier, dans un cours de préparatifs à une guerre de classe qui, si le prolétariat en sortait vaincu, ouvrirait la voie à un troisième holocauste mondial. Ce battage ne marque pas dans la situation mondiale un pas vers la paix, mais un cran de plus, qui, à la prochaine brèche guerrière, fera passer la boucherie impérialiste à une dimension plus généralisée. La victoire du prolétariat mondial dans la guerre de classe généralisée est la seule solution historique à ce cours de la barbarie.

## LE RENFORCEMENT

### DE LA TERREUR DEMOCRATIQUE D'ETAT

• Quelle écoeurante débauche de coopération mondiale nous offre en spectacle le capitalisme lorsqu'il a fait mine d'être menacé par le terrorisme du groupe Baader-Meinhof-Raspe. Du message de "vives félicitations" de l'Allemagne "socialiste" au chancelier "revanchard" Schmidt pour sa fermeté devant les exigences des terroristes, au resserrement de la coopération policière franco-allemande, se scelle dans le sang des trois assassinés de la prison modèle de Stammheim la nouvelle Sainte Alliance du capital.

A l'échelle de tout un continent, les neuf brigands de la CEE, en appliquant une vieille convention anti-terroriste, extradent automatiquement les terroristes qui auraient la naïveté de croire encore au mensonge démocratique "de la terre d'asile". Pour traquer les derniers d'entre eux encore en mesure d'attenter aux lois démocratiques, les bourgeoisies oublient leurs pourtant Spres rivalités économiques et ouvrent toutes grandes leurs frontières aux bandes armées légalisées des Etats concurrents mais solidaires dans la lutte contre l'hydre anarchiste.

En l'espace de quelques jours, un demi-million de voitures allemandes sont fouillées, la police devient omniprésente dans les régions frontalières, les ordinateurs tournent à plein rendement pour mettre des millions de "citoyens" sur fiches. Des deux côtés du Rhin, la bourgeoisie, pour traquer le gibier des "barbares terroristes" qui s'attaquent à la vie des personnes et à leurs biens

fait monter l'appel aux citoyens responsables: "Notre société est en péril. Elle doit se défendre. Le combat de la démocratie est le combat de la civilisation contre la barbarie.!"

Immédiatement, l'Assemblée Nationale où le ministre C. Bonnet a évoqué la "montée des violences", débloque un crédit de 17 milliards de francs au ministre de l'intérieur français. C'est donc dans tout ce climat idéologique créé à partir d'un fait social bien réel, le terrorisme, que la classe dominante renforce son appareil d'Etat. Mais, pas plus que Van der Lubbe ne fut responsable de la vague de terreur nazie après l'incendie du Reichstag en 33, Baader n'est celui dont l'action aurait eu pour résultat de déclencher une soudaine concentration des moyens de violence et de terreur bourgeois. Aujourd'hui, la répression contre la RAF, qui ne représente pas un danger réel contre l'Etat allemand, ne fait que donner une faible idée de ce que sera demain la répression contre le prolétariat qui, lui, sera un danger bien réel. Par définition, l'Etat n'accepte de violence que la sienne, qu'il a légalisée. Par contre, il ne tolère aucune violence de la part des exploités, qu'il va jusqu'à appeler "terreur". Il exige et il a le monopole de la violence. Quand il assassine, il explique son geste de terreur au nom de la "défense de la société", mais quand, à cette terreur officielle, répond la violence du prolétariat, l'Etat considère qu'il s'agit d'un crime contre la société. Ses flics tabassent, torturent, massacrent dans les mani-

festations de rue. Mais si le manifestant se révolte et se défend, alors les tribunaux le condamnent pour "violence à agents" et rébellion à la force publique.

Aussi sûrement que l'araignée, l'Etat tisse ses fils répressifs dans la trame du quotidien. Chaque jour, le capitalisme attend, de multiples façons, à la vie de centaines de millions d'ouvriers. Des être humains meurent ou sont estropiés par "accident du travail". Des piquets de grève sont attaqués et dispersés par la police. A chaque minute, l'Etat exsude la force bestiale et la terreur contenues dans la nature même du capitalisme apparu à sa naissance sous un jour radicalement inhumain.

(suite page 2)

1er décembre

### DECEPTION SUR LA GAUCHE CONSOLATION SYNDICALE !

• Nouvelle date à inscrire au calendrier des grandes manoeuvres syndicales : 1er décembre 77. A l'heure où les grands magasins essaient d'appâter le client avec les "prix de novembre" et la préparation de la (chère!) "magie de Noël", les syndicats, eux, tentent de mobiliser les travailleurs sur ce beau défilé unitaire, cette journée d'action qui reçoit l'appui oecuménique de la CFDT, à côté du salut du PC qui "apporte son soutien à l'action nationale le 1er décembre contre l'application du plan Barre, décidée par les organisations syndicales (CGT, CFDT, FEN)."

Quant à la nature de cette action, M. Krasucki, numéro 2 de la CGT nous en fournit lui-même la clé, avec des mots d'un cynisme sans apprêt : "il n'y a pas la moindre trace de résignation chez les travailleurs, mais au contraire beaucoup d'indignation. Nous voulons leur donner l'occasion de la manifester".

Tous les éléments de la construction sont en place : le mécontentement, tangible, lourd de menaces, reconnu seulement comme une "indignation", réaction émotionnelle et presque morale, écartant toute idée de lutte consciemment prise en charge. Et, face à un prolétariat uniquement capable de s'indigner, passif devant une situation catastrophique, les syndicats, auxquels seuls est attribué le rôle moteur, doté d'une volonté lucide et d'une capacité d'action : permettre aux ouvriers de descendre dans la rue afin de trouver, en une promenade proprement organisée, à l'itinéraire soigneusement balisé, un exutoire à leur humeur, tout comme on se doit de sortir un enfant trop turbulent pour lui donner l'occasion de se "dépenser" avant qu'il ne casse les potiches du salon. Il est certain qu'il faut à tout prix éviter les bavures. Jusqu'à ces derniers temps, il était facile de faire taire toute revendication trop pressante en faisant miroiter la proche entrée au paradis d'après mars 78. "Rarement l'automne aura été aussi calme sur le plan social" ("Figaro" du 27-10), soupirait d'aise la bourgeoisie ravie de la trêve électorale.

(suite page 3)

### L'INTERVENTION FRANCAISE EN MAURITANIE

## L'ALIBI HUMANISTE DE LA BARBARIE IMPERIALISTE

La France, en s'intégrant au bloc américain, se voit préciser son rôle particulier dans le partage des tâches qui règne dans le camp atlantique : celui de garde-chiourme vis-à-vis de la zone d'influence traditionnelle de son impérialisme en Méditerranée et en Afrique. Face à la montée des tensions inter-impérialistes, chaque impérialisme se trouve entraîné vers la guerre, mais il doit faire face à un prolétariat qui n'est pas encore vaincu. Mettre en avant l'alibi mystificateur qui peut "justifier" son attitude belliciste, c'est ce que fait la France grâce à l'anti-terrorisme et à la défense des otages face au Polisario, pour justifier son intervention en Mauritanie.

• C'est toujours lorsque la bourgeoisie met en avant ses grands principes humanitaires qu'elle est prête à commettre les crimes les plus atroces.

Hier, au nom de la lutte contre les terroristes qui menacent la "sécurité des citoyens", la bourgeoisie allemande, en la personne de son porte-parole social-démocrate Schmidt sacrifie l'un des siens, le patron des patrons allemands Schleyer et assassine dans leurs prisons les membres de la RAF.

Aujourd'hui, au nom de la défense des ressortissants français en Mauritanie, l'Etat français met ses armées en état d'alerte et renforce sa présence militaire dans une région du monde qui vit en situation de guerre larvée depuis deux ans, depuis la décolonisation de l'ex-Sahara espagnol, apportant ainsi sa contribution en chair à canon.

Au nom de la libération des otages, l'armée israélienne intervenait avant-hier en Ouganda, l'armée allemande hier en Somalie et demain, la France pourrait intervenir en Mauritanie. La protection des citoyens, la libération des otages, est l'arbre mystificateur qui cache la

forêt du renforcement de l'Etat et de son potentiel d'intervention policier et militaire.

Naguère, c'est au nom de la défense des populations allemandes que le nazisme lança ses troupes dans les Sudètes et la Pologne, aujourd'hui, c'est avec un motif tout aussi "humain" que la bourgeoisie française prépare une éventuelle intervention militaire en Mauritanie.

Avec la lutte contre le terrorisme, la bourgeoisie a trouvé l'alibi qui lui permet de faire accepter le mieux possible le renforcement de l'Etat et les interventions militaires de plus en plus fréquentes dans la défense des intérêts impérialistes du capital national. La bourgeoisie française utilise à plein la mystification mise en place à grand battage par sa compagne teutonne,

(suite page 4)

page 6 : les célébrations d'OCTOBRE 1917.  
COMMENT ENTERRER LA REVOLUTION

# L'APPORT DES GAUCHISTES A LA CAMPAGNE "DEMOCRATIQUE"

• "Pour l'abolition de la censure!", "Pour la libération des prisonniers politiques!", "Pour la levée de toute remise en cause du secret de correspondance!", "Contre les atteintes aux libertés démocratiques en Allemagne fédérale!"... C'est par ces cris indignés que toutes les variétés de l'extrême-gauche ont répondu à la fermeté de l'Etat allemand, et surtout à l'extradition de Klaus Croissant. Il faut nous opposer de toutes nos forces à la destruction des libertés démocratiques", implore "Rouge". Manifestations, meetings, défilés devant les ambassades. Voilà la réponse de l'extrême-gauche. Au moment où l'image de la "démocratie" accuse un sérieux coup, au moment où elle se révèle plus ouvertement pour ce qu'elle est : un cache qui couvre la violence de l'Etat destinée à contenir les tensions sociales, les gauchistes tentent ainsi de relancer un semblant d'espoir dans une possibilité de "démocratie vraie".

Dans le battage orchestré par les différentes fractions bourgeoises, il y a, nous l'avons vu, autre chose qu'une simple affaire d'une bande terroriste qui menacerait l'Etat. Il y a une campagne visant à justifier l'usage de la violence étatique et à condamner toute autre forme de violence, visant à justifier le renforcement de la poigne étatique dans la perspective d'une exacerbation de la lutte entre les classes. Il faut à la bourgeoisie un alibi à cela. Elle n'avouera jamais, tant qu'elle n'y sera pas acculée, la faille ouverte du système capitaliste, en reconnaissant le déchirement des classes en intérêts antagoniques, exigeant la répression de la classe dominée au profit de la classe dominante. C'est pourquoi les luttes ouvrières à l'est sont qualifiées de "luttes de voyous et de hooligans". C'est pourquoi elles pourraient bien demain être qualifiées à l'ouest d'"atteintes aux droits sacrés de la liberté". C'est cela la démocratie de la bourgeoisie. C'est la même que défendent les gauchistes, à laquelle ils font appel, sous couvert de la réformer.

Les partis qui sont dans "l'opposition" entretiennent sur toutes choses la carte de rechange qu'ils se préparent à jouer pour prendre le relais au cas où les arguments des partis en place ne suffiraient plus.

Le PCF, tout en s'inclinant devant la justesse de la fermeté de l'Etat allemand, insiste sur le danger d'une démocratie pas assez crédible : "dans une

société bloquée où la faiblesse du parti communiste n'équilibre pas le poids dominant du parti socialiste, il se trouve des individus pour se laisser aller à la tentation d'un chambardement par la violence" ("l'Humanité Dimanche"). Sous la mise en avant de ses services, sous l'attaque trop tentante à son concurrent PS, l'avertissement est clair sur ce qui attend les "individus" qui

lorsqu'ils se sont distingués dans la défense de la nation au nom de l'antifascisme. On voit aujourd'hui ce fantôme ressurgir ("une fois le modèle allemand, ça suffit", titre l'OCT), comme lors de l'affaire Kappler en Italie, avec des encouragements à la vengeance contre l'ennemi numéro un "nazi", au prix de n'importe quelle alliance. En identifiant ren-

nouvelle), les gauchistes montrent qu'ils acceptent le jeu démocratique. La classe ouvrière, elle, doit savoir qu'elle ne trouvera aucune "loi française" sur laquelle s'appuyer lorsqu'elle entamera sa lutte contre l'Etat bourgeois. Non seulement il lui faudra violer ces lois, mais il lui faudra les détruire, parce que ces lois ne peuvent qu'être dirigées contre elle puisqu'elles garantissent le système qui l'exploite. "L'Etincelle" (organe de la Gauche Communiste en France) soulignait justement, à propos des campagnes trotskystes revendiquant la liberté de presse en 45, quelle pouvait être notre seule perspective face aux répressions "démocratiques" : "Ce n'est pas au nom de la "démocratie" bourgeoise, en faisant honte à l'ennemi de classe, en l'implorant, qu'on obtiendra la liberté de presse pour le prolétariat.

C'est par la lutte, uniquement par la lutte de classe que le prolétariat parviendra à imposer sa liberté de presse. Notre liberté de parole, de propagande, de presse, est exclusivement conditionnée par le développement de cette lutte".

Ceux qui crient à l'antifascisme ne font que détourner le problème vers l'alternative de la démocratie. Ce à quoi nous assistons aujourd'hui, ce n'est pas à une "montée de la répression pour instaurer le fascisme et entraver la lutte de classe", c'est à un renforcement de l'appareil d'Etat pour répondre par la violence à la lutte de la classe, rôle qu'est tout à fait à même de remplir la "démocratie" bourgeoise. Confondre l'ennemi de classe et l'ennemi national, brouiller l'évidence de l'ennemi, qu'il soit travesti en "démocrate", en "fasciste" ou en "socialiste", là est le rôle de toutes ces bêtises sur la démocratie, de toutes les illusions qu'entretiennent les relèves de l'appareil politique du capital.

D.T.

## L'EXTRADITION DE K. CROISSANT

L'extradition précipitée de Klaus Croissant, précédant dans l'histoire des extraditions qui jusqu'à présent n'étaient faites que pour des motifs de "droit commun", bien qu'ayant soulevé l'indignation de la gauche bien pensante, montre l'avenir que réserve la bourgeoisie de toute origine à ceux qui auraient encore des illusions sur une possibilité de "droit d'asile" dans ce monde capitaliste en crise. Décidée ici pour les besoins de propagande de l'Etat allemand, elle signifie d'autant plus ce qui attend ceux qui menaceront réellement un Etat bourgeois. S'il a été possible aux révolutionnaires, au début du siècle, de profiter des contradictions entre les différentes fractions nationales de la bourgeoisie, et d'obtenir le droit d'asile, aujourd'hui, les choses ont changé. La bourgeoisie a derrière elle une expérience, et le contrôle exercé sur l'ensemble des pays au niveau d'un bloc, démesurément renforcé au cours de la décadence du système, ne permettra plus ce genre de "bavure". Le "marché commun" a fait faillite sur le terrain économique et politique, mais sur celui de la répression, la solidarité est parfaite, et les rouages bien huilés.

pourraient s'attaquer violemment au système bourgeois.

C'est ce pas qu'emboîtent les représentants de "l'extrême gauche". De même que le PC se met en avant comme "amortisseur démocratique", de même font les gauchistes. Ce qu'ils entendent par "aucune issue n'est laissée aux contestataires entre nihilisme et réformisme" (PSU) c'est la revendication d'un appareil d'encadrement plus sophistiqué avec la "liberté de développement de l'extrême gauche en Allemagne", avec, comme le dit Cohn-Bendit, la nécessité d'une grande alliance des forces "de gauche" (pour réformer l'Etat?). Que les gauchistes insistent sur la nécessité que leur fonction soit mieux reconnue par la bourgeoisie, qu'ils avertissent la social-démocratie allemande avec inquiétude que "sa liquidation risque d'être au bout du chemin" ("Rouge"), qu'ils mettent en garde contre une violence bourgeoise pas assez déguisée est chose désormais courante.

Comme est courante leur défense, certes critique, certes appelant à des formes plus élaborées, de la démocratie "à la française". On voit ressurgir, avec cette campagne, les relents de ce qui a fait la gloire des trotskystes lors déjà seconde guerre mondiale,

forcement de l'Etat et fascisme, et fascisme à l'Allemagne, il est sûr qu'il contribue à créer cette atmosphère de chauvinisme bon teint de la démocratie française, même s'ils n'arrivent pas à la cheville du PCF sur cette question, atmosphère où l'on peut voir des absurdités dans le genre des attentats contre des voitures de touristes allemands, ou autres.

C'est en se scandalisant sur le fait que "la liberté qui persiste pour les progressistes est en danger de mort en RFA" (OCT) que les gauchistes reprennent vaillamment le flambeau de ce moindre mal de démocratie qui existe en France. Se revendiquant de la possibilité d'une justice au-dessus des classes (voir la demande de création d'une commission d'enquête internationale sur l'affaire Baader), ils se sont lancés à corps perdu dans la défense de l'avocat Croissant. Une vraie parade de foi. Jusqu'à LO qui s'étonne : "pourtant, Croissant n'avait commis aucun crime au regard de la loi française". LO laisserait-il entendre qu'aucune solidarité n'attend, chez les gauchistes, ceux qui violeront cette "loi démocratique"? En mettant la bourgeoisie "au pied du mur" en voulant montrer qu'elle viole ses propres lois (chose qui est loin d'être

**LISEZ LA REVUE INTERNATIONALE**

LA REVUE INTERNATIONALE, PUBLICATION A L'ECHELLE INTERNATIONALE DU CCI, EST LE COMPLEMENT DE REVOLUTION INTERNATIONALE. SON BUT EST DE CONTRIBUER A L'APPROFONDISSEMENT DES POSITIONS DU PROLETARIAT.

## renforcement de l'état

(suite de la page 1)

L'avènement du capitalisme se fit dans le sang et dans la boue et sa fin signifie aux hommes terreur indicible, démençe sans fin. En vain, nous cherchions aujourd'hui dans le monde entier un régime qui n'eut point recours à de terribles représailles en masse. A travers le monde, de la Chine à la RFA, l'Etat déchaîne une véritable campagne militaire d'anéantissement sous les prétextes les plus divers. Il s'agit d'une classe qui s'arme jusqu'aux dents, non pas tellement pour mater les terroristes aue pour faire face au prolétariat, le seul ennemi qu'elle craigne vraiment, car seul capable de l'abattre. Face à elle, il y a le prolétariat dont il lui faut annihiler dans l'oeuf les germes de sa reprise de classe.

Dans l'Eglise de Stuttgart, les hypocrites masques sont tombés pour laisser voir sous son vrai jour la démocratie. C'est la démocratie qui a rendu les derniers honneurs à l'ex-nazi Schleyer responsable d'avoir envoyé à la mort des crématrices des centaines de juifs polonais et allemands. C'est dans des autos blindés que, tout comme Hitler, Koën'ng et Franco, les démocrates Bonnet, Scheel ou Schmidt sont allés entendre l'office religieux célébré par l'archevêque de Rottembourg. Ce ne sont plus les platitudes rituelles des discours officiels qui ont été déposées au pied du catafalque contenant la dépouille de celui qui a été sacrifié par sa propre classe sur l'autel de l'ordre.

Sous les voûtes de St. Eberhard a résonné la terrifiante menace du capital à l'adresse du prolétariat mondial : "Malheur à toi si tu oses te dresser contre moi, mon Etat, mes argousins". A l'inverse des socialistes et des anarchistes du siècle passé, les révolutionnaires d'aujourd'hui ne sauraient, en quoi que ce soit, qualifier ce fantastique dispositif de renforcement de l'Etat de "lois scélérates". Toutes les lois, sont des machines de guerre de la bourgeoisie contre le prolétariat. Et ces lois, cette légalité, le prolétariat devra les transgresser pour se libérer.

D'autres terroristes sont gardés au secret dans les prisons ouest-allemandes et plusieurs désespérés du vide social s'apprêtent à les rejoindre. A la moindre exigence de futurs commandos pour venger Baader, l'Etat abattra "au cours d'une tentative d'évasion" ou par "suicide". De la sorte, il retournera le chantage et les ultimatum contre ses propres otages. Plus que jamais, aucune déontologie carcérale ne protégera les prisonniers politiques de la boulimie criminelle du plus froid des monstres froids qu'est l'Etat-Léviathan. Plus aucun prisonnier politique ne sera sûr de sortir vivant des griffes sanglantes de la bourgeoisie, plus aucune "ligue des droits de l'homme" ne pourra intervenir car celle-ci, aux abois, n'a plus besoin de bonne conscience.

De même que dans les pays "socialistes", ce sont les partis stalinien qui ont l'honneur de porter la médaille d'or de la répression, ce rôle répressif et de massacre, c'est plus spécialement la social-démocratie qui le tient dans les pays occidentaux. La social-démocratie, c'est le gouvernement qui fait placarder sur les murs de Berlin "tuez Liebknecht et Rosa, si vous voulez avoir la paix, du travail et du pain!" La social-démocratie, c'est le gouvernement Noske-Scheidemann qui fait assassiner les meilleurs militants du prolétariat et jette ensuite le cadavre de "Rosa-la-Rouge" dans le Landwehrkanal. La social-démocratie, c'est le gouvernement de Schmidt qui fait périr de mort violente "Baader ennemi -du-genre-humain" et échauffe la thèse du suicide pour épaissir les ténèbres autour du crime. Et son exploit indéniab est qu'elle réalise ce bain de sang en s'appuyant sur l'opinion publique; qu'elle extermine avec le consentement populaire.

S'il ne peut y avoir un quelconque super-impérialisme économique mettant fin aux rivalités des différents capitaux nationaux, de manière irrécusable, leur tendance est de se regrouper pour affronter en bon ordre le prolétariat. L'Histoire a vu se réconcilier la France et l'Allemagne pour massacrer les Communistes ! Elle a vu les impérialismes retourner toutes leurs armes contre la vague révolutionnaire des années 20!

Elle voit maintenant le grand bloc de la bourgeoisie mondiale contre le prolétariat du monde entier pour assurer la "paix sociale". Au moment où la crise mondiale provoque de plus amples soubresauts, la puissance des 150 nations qui composent le monde devient celle d'un trust gigantesque dont le pavillon "lutte contre le terrorisme" cache mal sa véritable signification dans le contexte de ressurgissement de la lutte prolétarienne.

La bourgeoisie réalise par-dessus ses propres frontières nationales une unité policière placée sous le commandement d'un Etat-major de guerre civile. Elle a donné un formidable avertissement au prolétariat qui n'échappera pas à la dure nécessité d'affronter la violence de l'Etat capitaliste aux abois. Contrairement à ce qu'affirment les bonnes âmes, on ne peut pas amadouer l'Etat pour lui rogner les griffes. En espérant par leurs actions de francs-tireurs ouvrir une brèche dans la colossale machine étatique, les terroristes d'Allemagne ont marché au suicide. Leurs piqures n'ont fait qu'enrager la bête féroce. Seule l'action de classe du prolétariat, seule la violence du prolétariat placée sous le contrôle du prolétariat organisé en classe et placée sur un solide terrain de classe saura abattre et achever l'infâme édifice social, du capitalisme.

# RAPPORT SUR LA SITUATION EN FRANCE

• Malgré l'écran idéologique qu'a pu projeter la bourgeoisie, la crise mondiale et la situation de misère physiologique et spirituelle faite à des centaines de millions d'êtres humains dans les différents pays civilisés apportent, pour les révolutionnaires, la preuve que le régime bourgeois de la production a exacerbé ses propres contradictions pour aboutir à une impasse dont il ne peut sortir.

Partout, le capitalisme est acculé à une situation de faillite internationale. Celle-ci fournit la preuve palpable qu'il ne pourra remonter le courant, qu'il ne pourra pas retrouver l'expansion qui a été la sienne après la 2<sup>ème</sup> guerre. Le capitalisme ne peut plus organiser le processus d'accumulation comme avant l'éclatement de la crise ; il ne peut plus le faire sur les mêmes bases qu'auparavant.

Malgré les lénifiantes déclarations optimistes des gouvernements, la "confiance" dans le redémarrage du bien-être social s'est perdue et le cauchemar de la guerre commence à envahir et à hanter la conscience de l'humanité qui a déjà vécu deux holocaustes. Le vieux monde capitaliste ne vit plus dans l'opulence du développement des forces productives : des pans entiers de son édifice construit "dans le sang et dans la boue" sont emportés par la crise.

Quoiqu'il existe une série de facteurs sociaux, historiques et politiques propres à la France, la situation dans ce pays est déterminée par les lois du marché mondial.

0 00

En France, le capitalisme ne régule plus son marché et se trouve étouffé par un surplus de marchandises faute de débouchés en acheteurs solvables. Il a jeté sur le marché une surproduction d'articles de toutes sortes, il a inondé de billets de banque le marché monétaire amenant une inflation à deux chiffres. A la rentrée d'octobre 77, le rythme de l'inflation atteignait 12 %, les produits alimentaires accusaient une hausse annuelle de 20 %, les services de 11 %.

Les capacités de l'appareil de production français ne sont utilisées qu'à 75 % en moyenne de leur capacité -65 % dans la sidérurgie- ; les investissements ne sont engagés qu'avec la plus grande hésitation, tandis que les taux de croissance sont plus faibles et les taux d'augmentation des prix plus élevés que pendant les années favorables que l'on a connues autrefois. Les courbes de croissance industrielle déclinent beaucoup plus vite que celle des géants (USA, Japon, RFA) -, les achats industriels s'effondrent ; le vieillissement de la machinerie s'accélère.

Compte tenu de la faiblesse de l'augmentation du taux de productivité des usines françaises, les produits finis et élaborés trouvent difficilement acquéreurs. Non seulement la France perd divers marchés mais encore doit-elle protéger son marché intérieur de la percée étrangère. La libre circulation des marchandises au sein de la CEE étant morte de sa belle mort, l'austérité dans l'autarcie pour réduire la consommation de produits importés, devient la règle.

Après une brève reprise au premier semestre 76, reprise sectorielle et non généralisée à l'ensemble des branches d'activité, le capitalisme a plongé en

*Dans ce numéro, nous publions la première partie du rapport sur la situation en France adopté tout récemment par la section territoriale du CCI en France.*

*Ce rapport, qui s'inscrit dans la continuité des précédents travaux de notre Courant, dégage les perspectives fondamentales et met en lumière quelles sont les lignes de force qui orientent la société de classe dans ce pays.*

*Il se veut être une contribution qui permette à l'organisation des révolutionnaires de faire face à ses tâches dans un tout proche avenir et il doit être compris comme tel.*

core plus bas dans le marasme. Depuis le printemps 77, la production ne croît plus et baisse, se tasse dans le courant de l'été et la chute se poursuit à la rentrée d'automne. Une nouvelle détérioration générale est attendue, faisant craindre le pire pour la tenue du franc. La décade de celui-ci par rapport au deutchemark est venue alourdir la facture des importations. Le taux de couverture du commerce extérieur est tombé à 94 % alors que la dette extérieure française s'élève à 10 milliards de dollars. Les carnets de commande se vident et les stocks d'inventendus s'alourdissent. Ce bilan désastreux, comparable à celui de l'Espagne, de l'Italie et de la Grande-Bretagne range la France dans le peloton des "hommes malades de l'Europe".

A lui seul, le nombre de chômeurs complets permet de se faire une idée précise de la dimension et de la profondeur de la crise : 1 220 000. Des dizaines de milliers de jeunes en âge d'entrer dans la production ou les activités annexes restent sur le pavé. La plupart des salariés de l'industrie et du commerce, qui avaient été mis à pied par suite de "conjoncture défavorable" n'ont pas, depuis, retrouvé de travail. Maintenant, la bourgeoisie décidée à faire baisser le chômage essaie de

dresser les ouvriers au travail contre les chômeurs "fauteurs d'inflation" ; elle renvoie dans leurs pays d'origine les travailleurs étrangers et limite sévèrement les contingentements de main d'oeuvre. Il suffit que le chômeur ne se présente pas à une convocation d'un employeur, où qu'il soit situé sur le territoire national, pour être radié du chômage. Les tentatives du gouvernement pour assainir le marché de l'emploi ont l'appui, plus ou moins franc, des syndicats qui développent le thème du "fabriquons français !", cherchant par là à atteler la classe ouvrière à la défense de "son" capital.

Sur toute la ligne, le plan du docteur Barre est allé d'échec en échec. Devant ces graves revers et leurs conséquences en pleine période de préparatifs électoraux le gouvernement, en particulier sous la pression de l'ex-premier ministre Chirac, a eu recours à un saupoudrage de "social" (facilité de retraite anticipée, aide aux ouvriers et aux familles pour la rentrée scolaire, appel à la philanthropie patronale et municipale pour le secours aux chômeurs, embauche de 300 000 jeunes...) aussi bien pour maquiller les plaies du régime que pour dégonfler, le temps d'une campagne électorale, les statistiques du chômage. Toujours dans une pré-

## le grand commis de l'Etat contre le petit commerce

• Un an de plan Barre, l'inflation se porte toujours bien. Désespérant de sauvegarder un prestige d'économiste déjà bien entamé, le professeur-ministre brandit au-dessus de l'indice des prix, rétif, un dernier mais terrible instrument : le rouleau à pâtisserie.

C'était caresser à contre-poil la susceptibilité toujours à fleur de tiroir-caisse du petit commerce qui, par son aile boulangère, a illico rallumé la petite guerre à la taxe.

Dérision d'une politique capitaliste de plus en plus contrainte de naviguer à courte-vue entre l'écueil double de l'inflation et de la récession, qui plus est gênée à toutes les entournures par la proche échéance électorale. S'essayant comme il le peut à la démagogie politicienne, M. Barre croit tenir dans la taxation du croissant le moyen à la fois de maintenir son image de tâcheron opiniâtre inflexible à la pression extérieure, et de se présenter comme le généreux défenseur du train de vie du petit peuple. C'est bien cette dernière corde que M. Villain, collaborateur de Barre à la direction des prix faisait vibrer, qui déclarait à TF 1 : "Les travailleurs ont le droit de prendre un croissant avec leur café au lait... Ces produits ne sont pas superflus à notre époque". Mépris de classe bien caractéristique d'une bourgeoisie qui s' imagine la bête ouvrière abusable à souhait.

Non, M. Barre, la classe ouvrière n'est pas dupe au prix d'un croissant ;

elle ne sait que trop bien où réside la seule victoire réelle de votre plan : dans la diminution de son pouvoir d'achat

Dérision d'une fronde petite-commerçante qui se lance comme un pot de terre rustique contre le ventre d'acier d'un capitalisme dont les exigences, fouettées par la crise, ne sauraient être transgressées : rationalisation de l'appareil productif et élimination des secteurs anachroniques, y compris dans la distribution (tout particulièrement, la loi Royer n'y fera rien, celle des produits alimentaires, trop vétusté). Au demeurant, en tapant sur le petit commerce, Barre n'a pris pour son clan qu'un risque électoral calculé : contrairement d'aller au charbon, c'est un Chirac qui se charge de rassembler les bris des pots cassés.

"Aujourd'hui, nous sommes au carrefour de la vie et de la mort", entendait-on, l'autre jour, à la Mutualité dans un meeting de guerre de la boulangerie. Poignant cri de détresse de toutes les couches sacrifiées de la petite-bourgeoisie qui ne nous fera cependant pas verser une larme.

Qu'y a-t-il en effet de conciliable entre les intérêts mesquins de boutiquiers qui, à tout limite, préféreraient encore affamer les ouvriers que de voir se dévaluer leur fond de commerce et ceux des ouvriers qui, face à tous les plans Barre de la bourgeoisie, n'ont que la propriété de leur misère à céder contre le communisme ? Rien.

Mx

occupation d'ordre politique, le gouvernement a accordé à plusieurs catégories sociales - petits industriels, commerçants, artisans - la déduction de 20% sur la déclaration de leurs revenus. Dans un souci d'apaisement, le gouvernement a fini par faire voter une loi sur l'imposition des "plus-values" particulièrement atténuée.

Le capitalisme français n'est plus capable de reprendre souffle et de continuer à orienter la production sur les bases de la propriété privée. Malgré les pétitions de principes sur le libéralisme giscardien, jamais les pouvoirs publics ne sont intervenus aussi souvent et aussi directement dans l'économie française. Tour à tour dans l'automobile (Peugeot, Citroën) et les poids lourds (Berliet, Saviem), dans l'industrie nucléaire et l'informatique (CEI, CIL, Alstom), c'est-à-dire les principaux secteurs à technologie avancée et de l'économie de guerre ont été placés sous la coupe directe de l'Etat. Pour l'instant, le secteur public en France représente 9,6 % de la population active et 24 % des investissements. Quel que soit le résultat des élections de 78, cette marche tendant à renforcer le caractère omniprésent de l'Etat-Parasite sera accélérée en tous cas. Le capitalisme d'Etat, pour diriger la nation tout entière vers l'effort de guerre, a donné plus nettement encore au gouvernement -démocratique ou totalitaire- le caractère de machine exerçant une dictature sociale et politique sans précédent.

Sans les exportations militaires, le déficit de la balance des paiements de la France aurait été le double en 74. Le capitalisme français ne peut plus se survivre sans une gigantesque économie de guerre. Il a lancé sur le marché, dans l'espace et sous les mers, un stock incalculable d'armes et d'engins de mort des plus meurtriers. Il a converti une masse énorme de moyens de production en moyens de destruction. Il a consacré une masse d'argent de plus en plus fabuleuse pour la recherche militaire. Il a investi des milliards pour construire des sous-marins nucléaires et la bombe atomique. Il a militarisé la vie de l'homme depuis le berceau jusqu'à sa tombe.

Le capitalisme contient et conduit à la guerre pour anéantir les propres richesses créées par le travail de la société. La guerre est devenue le mode de survie permanent du capitalisme qui ne paraît que capable de plonger l'humanité dans le précipice d'une 3<sup>ème</sup> guerre mondiale annoncée par les conflits impérialistes sur la scène du monde. Par les efforts déployés pour son armement, par sa politique munitionnaire, par ses expériences atomiques, par la construction de dizaines de centrales nucléaires, la France se place aux avant-postes de la préparation à la guerre.

La crise a précipité, non l'effritement, mais le renforcement des blocs. Elle a mis les pays de second ordre en demeure de choisir leur camp ; elle a reserré les jeux diplomatiques des différentes nations.

Capitalisme affaibli par la dernière guerre mondiale, la France a payé du prix de son indépendance nationale le soutien logistique, économique et financier que lui assure la puissance nord-américaine. C'est pourquoi elle a dû rabaisser ses prétentions sur ses anciennes chasses-gardées d'Afrique Noire et de l'Indochine. Les Etats-Unis n'abandonnent qu'une maigre portion du

(suite page 5)

## manifestation du 1<sup>er</sup> décembre

(suite de la page 1)

Mais le capital ne peut solidement mystifier, et donc contrôler la classe ouvrière, qu'en faisant miroiter, pour l'égarer, l'illusion d'une sortie possible dans le cadre capitaliste lui-même. C'est le rôle qu'ont joué le Programme Commun et l'Union de la Gauche. La rupture de celle-ci a brisé les espoirs de nombreux travailleurs, laissé place à la déception et au désarroi. Il ne faut pas que de ce vide naissent des actions "désespérées", violentes ou irresponsables" (comme dit la CGT) telles que l'encadrement syndical éclate. D'autant plus que la division de la gauche s'est répercutée au niveau des rapports intersyndicaux, chaque centrale réajustant son jeu en fonction du stade actuel de

la situation politique. A Dubigeon, par exemple, contrairement à l'habitude, Ta CGT, s'installant dans sa perspective d'opposition, radicalise son langage, tandis que la CFDT, voyant le PS, son parti d'élection, approcher du pouvoir, tempore et modère ses élans "gauchistes". Il est donc temps pour eux d'opérer une reprise en main, de réaffirmer leur existence et surtout leur "efficacité", tout en vérifiant leur contrôle sur la classe ouvrière, en lui offrant cette manifestation, soupape de sécurité à sa combativité larvée, et par là désamorcée. Tout cela, comme dit la FEN, dans une parfaite "sérénité" apolitique", seule voie crédible face à leurs querelles et à l'échec de la

perspective politique que représentait l'union de la gauche.

Cette "mobilisation" soulève déjà des critiques, particulièrement celles des gauchistes qui, dans "Lutte Ouvrière" du 12 novembre déclarent : "La classe ouvrière ne peut être forte que si elle oppose à la bourgeoisie un plan de luttes d'ensemble" et "ce plan... les directions syndicales se gardent bien de le proposer et de mériter du même coup leur titre de "direction". Ce qui revient à dire que si d'autres directions proposaient ce dit plan, elles mériteraient d'être reconnues par la classe ouvrière. En somme ils disent comme Mr Krasucki : les syndicats tiennent seuls

entre leurs mains les possibilités de succès des luttes... à condition qu'eux mêmes, les gauchistes, soient à leur tête.

Ces langages sont ceux de la soumission de la classe ouvrière aux règles du jeu capitaliste. En fait elle ne peut que les briser, refuser toute sollicitude, syndicale ou autre. C'est elle, et elle seule, qui doit affirmer sa volonté, assumer pleinement la conscience de ses luttes, s'organiser pour réaliser la perspective révolutionnaire qu'elle porte en elle.

T.H.

# SAHARA (suite de la page 1)

et profite de l'effet somnifère de ce martelage par tous les mass-média : presse, radio, TV, etc. pour faire passer la pilule d'une possible intervention en Afrique du Nord.

L'attaque du Polisario est-elle un tel affront à l'honneur du capital national, lui qui tolère 2200 morts du travail par an, ou 7 % de pertes autorisées dans les manoeuvres de son armée ? Mais pourquoi la bourgeoisie française prend-elle la mouche alors que des ressortissants français emprisonnés sans motif, il y en a partout de par le monde ?

Derrière l'alibi "humaniste" qui montre lui-même ses limites ignobles - il faut libérer les otages français, les prisonniers mauritaniens, saharouis, marocains ou algériens peuvent bien crever - se masquent non seulement l'intérêt du capital national dans cette région du monde mais aussi la pression du bloc occidental dans son ensemble face à l'Algérie, représentante du bloc russe dans le Maghreb.

Traditionnellement, la Mauritanie fait partie de ces Etats, purs produits de la décolonisation, dont le tracé des frontières correspond uniquement à l'arbitraire des besoins des impérialismes dominants. La décolonisation du Sahara Occidental, ancienne possession espagnole, et sa division en deux parties, l'une rattachée au Maroc, l'autre à la Mauritanie correspond en fait au besoin du bloc impérialiste occidental ; mais tout autant, le nationalisme saharoui par rapport au Sahara Occidental est un produit des rivalités inter-impérialistes. En effet à quoi correspond l'intérêt national pour ces tribus nomades qui se sont constamment déchirées entre elles par tout le Sahara, sinon à un mythe utilisé aujourd'hui par l'Algérie et derrière elle le bloc russe dans la défense de leurs intérêts impérialistes ?

Dans cette région du monde, l'enjeu est de taille. Ce n'est pas un hasard si la France réagit à un moment où les raids du Polisario mettent en danger

l'acheminement du minerai de fer par la voie ferroviaire (la seule de la région), des mines de Zouérate au port de Nouadhibou qui permet l'exportation vers les métropoles industrielles. En effet, avec le développement de la sidérurgie sur l'eau, la France est étroitement dépendante du minerai de Mauritanie qui alimente par exemple les hauts-fourneaux d'Usinor à Dunkerque.

Mais cette zone ne constitue pas seulement un enjeu économique par ses richesses minières (fer, phosphates, etc.), mais aussi un enjeu stratégique. L'ouverture sur l'Océan Atlantique constitue pour l'Algérie et son tuteur russe un enjeu impérialiste de choix.

En accentuant son intervention dans cette région du monde par le renforcement de sa présence militaire, l'impérialisme français n'exprime pas seulement la défense de ses propres intérêts dans une zone qui est traditionnellement placée sous son influence mais exprime la politique du bloc occidental dans son ensemble pour résoudre à son avantage un conflit qui menace ses intérêts.

Dans le Maghreb, l'Algérie joue le rôle de trublion, de carte de l'impérialisme russe et l'intervention militaire française en Mauritanie est un élément de la pression du bloc américain qui vise à faire passer l'Algérie dans son camp et qui s'est manifestée non seulement sous forme militaire, mais aussi économique et diplomatique.

Car personne ne se trompe derrière le Polisario, c'est l'Algérie qui est visée ; en effet, le Polisario n'existe, comme tous les fronts de libération nationaux que parce qu'il est un pion sur l'échiquier impérialiste ; son armement, ses activités militaires ne sont possibles que grâce à l'aide de l'Algérie.

La dimension du conflit au Sahara Occidental dépasse de loin le problème des otages, indépendamment des pays présents sur le terrain : Algérie, Ma-

roc, Mauritanie, France ; les propositions d'aide militaire du Sénégal à la Mauritanie, les multiples démarches diplomatiques où, tour à tour, la Libye et l'Egypte ont proposé leurs bons offices montrent l'ampleur internationale des intérêts en jeu.

Il est peu probable que M. Chayet, durant ses multiples voyages à Alger pour négocier avec le Polisario la libération des otages ait seulement discuté de ce sujet ; la vie de quelques individus est de peu de poids dans les marchandages économiques et politiques dont l'enjeu est la position de l'Algérie à l'égard des deux blocs impérialistes en présence sur la scène mondiale. Dans ce bal diplomatique, le PS est venu apporter son soutien, comme bon défenseur du capital national et des intérêts du bloc, en envoyant une délégation à Alger, exprimant ainsi sa place de plus en plus importante dans la vie politique nationale.

Ces manoeuvres de l'impérialisme occidental marquent la faiblesse et le recul de l'impérialisme russe (cf. Somalia) qui, au niveau économique, ne peut durablement concurrencer son rival et a peu à offrir à ses vassaux, sinon une aide militaire.

L'accentuation des pressions du bloc américain pour faire changer l'Algérie de camp impérialiste se situe à un moment particulièrement favorable à l'Occident. En effet, la bourgeoisie algérienne est confrontée à une lutte de classe, à une détermination de la classe ouvrière pour défendre ses intérêts qui n'a fait que s'accroître ces derniers

mois. La résistance de la part du prolétariat aux tendances bellicistes du gouvernement Boumédiène est très forte, comme l'ont montré les violentes manifestations qui ont marqué l'enterrement des jeunes algériens morts au combat au Sahara Occidental. Dans ces conditions, il est difficile pour la bourgeoisie algérienne de s'engager plus avant dans la guerre.

Les luttes de la classe ouvrière qui s'étaient développées dans cette région du monde avait freiné la poussée de la bourgeoisie vers la guerre impérialiste, l'intervention de la France marque le décalage qui existe entre la lutte de classe dans les métropoles impérialistes et à la périphérie du capitalisme. Chaque pas en avant de la bourgeoisie vers la guerre correspond à un affaiblissement de la classe ouvrière. La tendance à la guerre et la montée de la lutte de classe sont antagoniques. L'intervention de la France en Mauritanie est un succès de la bourgeoisie qui a réussi à affaiblir la classe ouvrière par le somnifère démocratique sous sa variante anti-terroriste et à lui faire accepter sans réaction son pas vers la guerre.

Chaque pas en avant de la bourgeoisie vers sa "solution" à la crise : la guerre impérialiste, constitue un recul, un affaiblissement de la solution prolétarienne. L'alternative guerre ou révolution ne constitue pas un moment figé dans un futur hypothétique elle se concrétise tous les jours dans les avancées et les reculs de la lutte de classe.

J. J.

## SAHEL

# FAMINE ET CAPITALISME

*C'est alors que certains pays "avancés" lançaient une nouvelle série de mesures permettant la destruction massive de denrées alimentaires que s'est tenue la Conférence de Nairobi sur le sous-développement et particulièrement sur la "désertification" du Sahel. D'un côté, quelques "experts" se creusent la cervelle pour essayer d'augmenter de façon ridicule la production agricole des pays hypocritement appelés "en voie de développement", de l'autre, on couvre de goudron ou on brûle les "excédents". Et ce n'est là qu'un exemple minime du monstrueux gaspillage que le capitalisme provoque de façon accrue dans sa tentative de survivre aux contradictions qui le minent de plus en plus : les seules productions d'armement des USA, de l'URSS et des pays européens dépassent de loin TOUTE la production des pays du tiers-monde. Et la crise aiguë actuelle ne fait qu'accroître le niveau d'absurdité atteint par ces contradictions. Le présent article se propose de montrer comment c'est toute l'histoire du capitalisme qui permet d'expliquer l'effroyable misère des pays sous-développés que vient encore aggraver la crise du système et contre laquelle les savants de Nairobi ne pourront rien.*

• Constamment frappée de famine, mise en coupe par les impérialismes, l'Afrique devient le laboratoire de sinistres expériences humanitaires au moment même où de nombreux foyers de guerre finissent de l'épuiser. Elle voit s'abattre une nuée de professeurs savants en matière de survie ethnologique. Sur plusieurs millions d'hectares, les zones subtropicales sahéliennes, productrices de fruits et de céréales, régions d'élevage pastoral, n'offrent plus que l'aspect de la désolation de sable et de sel. Que dit l'élite pensante venue d'une centaine de pays à la Conférence de Nairobi pour étudier le mal et établir un plan d'action contre l'avancée du désert, si ce n'est que "la désertification est le résultat de l'action de l'homme" (M. Tolba, secrétaire de la Conférence).

Par d'adroits sophismes le capitalisme veut persuader que la désertification n'est pas le résultat nécessaire de sa propre oeuvre dévastatrice, mais serait causée par une pure loi à caractère supra-social en dehors de l'histoire, le résultat conforme au caractère dégradateur de la nature humaine, à plus forte raison si celle-ci a la peau noire. A l'origine de ce fléau, il n'y a pas l'"homme", pris comme abstraction, mais un tissu de rapports sociaux bien déterminés. Il y a le besoin des métropoles imposer la loi du plus fort. Comme le

disait si crûment le colonel Largeau : "Nous voulons aussi bouleverser sans délai l'état social pour faire le bonheur des peuples selon nos conceptions propres".

L'on voit la famine la plus meurtrière succéder à la destruction des modes de production extra-capitalistes. Pour aussi courte qu'elle ait été, la colonisation africaine a irrémédiablement entraîné la ruine de l'équilibre écologique patiemment conquis au cours des siècles. Ces pays en bordure du grand continent, avec leurs lacs aux eaux abondantes de poissons, leurs forêts et le sol encore propriété collective, pouvaient nourrir les hommes jusqu'à ce que les conquérants européens apportent les prodiges de la civilisation chrétienne. Il ne s'agit pas de tomber dans le mythe d'une vie édenique de l'heureux natif libre de toute entrave sociale, mais d'affirmer que la colonisation a essentiellement secrété les germes de mort pour les peuples africains.

On a pu dire que l'Afrique était devenue un immense terrain de garenne et de "commerce d'ébène". Moins de main-d'oeuvre dans le village, donc plus de puits abandonnés, de canaux d'irrigation envasés, puis asséchés. Moins d'eau, donc moins de cultures de subsistance, moins de cheptel d'ovins et de chevaux et plus de famine. Par con-

"La profonde aversion des masses travailleuses pour la guerre est d'autant plus exploitée qu'elle offre un magnifique terrain de mobilisation pour la guerre contre l'impérialisme adverse... fauteur de guerre. Entre les deux guerres, la démagogie de la "paix" a servi aux impérialismes anglo-américano-russe de camouflage à leur préparation à la guerre qu'ils savaient inévitable et à leur préparation idéologique des masses. La mobilisation pour la paix est du charlatanisme conscient de tous les laquais du capitalisme et dans le meilleur des cas un songe creux, une phrase vide et impuissante des petits bourgeois se lamentant. Elle désarme le prolétariat en faisant miroiter devant lui l'illusion dangereuse entre toutes d'un capitalisme pacifique. La lutte contre la guerre ne peut être efficace et avoir un sens qu'en liaison indissoluble avec la lutte de classe du prolétariat, avec la lutte révolutionnaire pour la destruction du régime capitaliste. A l'alternative mensongère de guerre ou paix le prolétariat oppose la seule alternative que pose l'histoire : guerre impérialiste ou révolution prolétarienne."

INTERNATIONALISME. 1945

tre, les Africains reçurent des colons, tuberculose, trachome... et l'honneur de crever en première ligne dans la guerre mondiale de 14-18.

Toute une science bourgeoise dépeint les Africains comme des peuplades arriérées, en perpétuels conflits tribaux et elle a été le moyen hypocrite de flatter les préjugés sans bornes de supériorité de la race blanche. Très souvent, les peuples africains étaient parvenus au seuil de l'ère capitaliste.

Aucune race n'est supérieure à une autre ; les races humaines progressent socialement, non à partir d'un quotient intellectuel "en propre", mais de façon déterminée par les conditions naturelles et historiques. Mieux l'homme modifie la nature, plus son intelligence se développe. L'infériorité que les idéologues racistes, dépositaires et apologistes du système de valeurs occidental, imputent aux Noirs n'existe pas. Certes, le rythme de développement des relations sociales a été extrêmement lent dans l'ensemble et la société traditionnelle détruite par des forces sociales supérieures.

Tout cela tient fondamentalement à un complexe de raisons historiques, de causes d'ordre géographique, de conditions climatiques. En particulier, le flux des échanges commerciaux qui évite l'Afrique, le Sahara devenu désert et qui fut un obstacle énorme aux échanges avec le monde islamique arabe, les trois siècles d'esclavage que connut l'Afrique.

Quel sera donc le miraculeux remède que proposent nos sommités ? Le reboisement de la zone sahélienne, en fixant une ceinture verte entre l'Atlantique et la Mer Rouge, voilà le moyen présenté pour recouvrer l'ancien équilibre écologique qu'aurait détruit la transhumance des troupeaux des Peuls. Ainsi, l'homme noir a fait le Mal, l'homme blanc fera le Bien.

D'un côté, le capitalisme préconise la plantation d'arbres et de l'autre, il

détruit la sylve équatoriale, réduisant les possibilités de survie de nombreuses ethnies. Au Gabon, au Cameroun, de grandes sociétés nationalisées font donner de la cognée pour transformer les grumes en argent puis en armement militaire. Le capitalisme prêche les cultures vivrières, mais, le fusil en main, le gendarme de l'Etat, qui a remplacé l'intendant des compagnies privées, courbe les paysans sous le joug de la culture commerciale du coton, du café et des arachides en Haute-Volta, en Guinée, au Niger, au Sénégal. Jusqu'à la pêche qui a été interdite dans la Guinée équatoriale pour empêcher la population de fuir.

Pourquoi une Conférence Internationale ? L'impérialisme, dans un but d'exploitation, soutient, à la manière de la corde et du pendu, une économie complémentaire. Ce qui intéresse les métropoles, c'est de conserver des marchés, aussi rétrécis soient-ils, c'est de continuer comme par le passé à s'approprier d'importantes ressources en forces productives. Hier, l'extraction du cuivre et du diamant au Congo a fait la fortune des capitalistes belges, la culture des arachides au Sénégal, de la banane en Guinée, celle des capitalistes français. Gouvernées militairement par des régimes despotiques, les anciennes colonies pratiquent une politique d'encouragement à l'implantation de firmes étrangères et à l'investissement de capitaux internationaux. Pour donner quelques exemples, l'aménagement du fleuve Sénégal, l'édification de barrages sur le Niger, la mise en exploitation des ressources minières (fer, bauxite, uranium, phosphate) se réalisent avec des capitaux des pays du bloc américain et/ou du bloc russe.

A quoi doit-on s'attendre de la Conférence de Nairobi ? Elle a posé la question d'un impôt international pour financer "Sahel vert" sous forme de taxes à percevoir chez les consommateurs en produits exotiques des pays industrialisés et sur le chiffre d'affaire

(suite page 7)

# LA REPRESSION DE LA LUTTE DE CLASSE EN AMERIQUE LATINE

Les deux articles ci-dessous replacent deux événements parmi les plus significatifs de la force et de la faiblesse de la lutte de classe aujourd'hui, dans U contexte de l'évolution actuelle et de son trait le plus marquant auquel est consacré l'ensemble de ce numéro : le renforcement de l'Etat capitaliste à l'échelle du bloc impérialiste.

Ainsi, au moment même où la bourgeoisie entonnait d'une seule voix un hymne à la démocratie pour mieux taire les bruits du gigantesque renforcement de son appareil de répression, à l'heure où elle clamait son dégoût de la violence et se travestissait en blanche colombe, une note discordante venait rappeler que tout cela n'était que mascarade et que la réalité du monde où nous vivons est celle de la domination barbare et sanglante du capital sur la classe ouvrière.

La réponse de la bourgeoisie à la vague de luttes en Equateur comme en Argentine, après le Pérou et la Colombie, avec l'aide de la politique américaine, est un avertissement sur ce que le capital réserve à la classe ouvrière. Dans les pays industrialisés, forte de ce qui lui reste de puissance, la bourgeoisie prévient toute "subversion" de l'ordre social, impose une apathie relative à la classe ouvrière par un strict encadrement, la chloroforme par un matraquage idéologique incessant. Vans Us pays sous-développés qui ne peuvent se payer le luxe d'utiliser simultanément toutes les armes de la "démocratie", les mouvements de la classe ouvrière qui peuvent surgir de plus en plus violemment face aux assauts de la crise, s'ils montrent une forte combativité, courent le risque de rester isolés, de s'épuiser sous les coups conjugués et alternés de la répression armée et des recettes éprouvées de l'Etat bourgeois pour maintenir Us ouvriers sur le terrain national, local, usiniste ou parcellaire, terrain qui peut ouvrir la voie à une répression paquet par paquet, pays par pays, si le prolétariat laisse trop Us mains libres aux principales puissances impérialistes.

## EQUATEUR

### Après le massacre des ouvriers, la gauche à la curée

C'est en Equateur que la bourgeoisie démentait tous ses discours sur la liberté, toutes ses phrases louant la démocratie, en faisant tirer sur les 1800 grévistes de la sucrerie Aztra qui prenaient leur repas en compagnie de leurs femmes et de leurs enfants dans l'usine occupée. Pour avoir demandé une hausse de salaire correspondant à la hausse du prix du sucre sur le marché, les travailleurs se sont vus pourchassés par la police et l'armée, qui ont lancé d'abord des grenades lacrymogènes dans la foule, puis ont tiré dans le dos sur femmes, hommes et enfants, parachevant dans l'horreur leur sordide travail en jetant dans des réservoirs d'eau ou des cuves de sucre en fusion tous ceux que les armes ne suffisaient pas à abattre. Encore une fois c'est par le plomb que la bourgeoisie a répondu aux revendications de la classe ouvrière. Encore une fois aussi on a pu voir à la suite de ce tragique massacre que l'appareil bourgeois, ce n'est pas seulement des policiers ignobles ou des soldats soudards, mais aussi les syndicats et les partis de gauche.

Face aux grèves se généralisant dans le pays et aux manifestations de rue s'affrontant à la police pour réagir contre ce terrible irassacre et témoigner la solidarité de la classe ouvrière, ces pompiers des luttes que sont les syndicats ont sorti leurs batteries pour éteindre le début d'incendie prolétarien, encadrer ses rangs, le faire sortir de son terrain de classe et l'amener vers ce qui sert les intérêts des vautours des partis de gauche, le terrain électoral.

Servis par la junte militaire, qui minimisait le nombre de morts et a fait emprisonner les dirigeants syndicaux, la gauche et les syndicats, leur blason redoré par la prison, ont donné au mouvement le mot d'ordre de libération des syndicalistes emprisonnés (!) et demandé la démission du ministre de l'intérieur et de celui du travail. Là où le système apparaissait pour ce qu'il est, barbare et décadent, là où se pose la nécessité de lutter pour sa destruction, ces charognards de la lutte de classe ont demandé que tombent des têtes pour préserver le corps du monstre capitaliste ! n'est pas inutile de rappeler que lorsque cette même junte militaire avait pris le pouvoir, en 76, cette

même gauche les avait soutenus, trouvant "progressistes" et "anti-impérialistes" les mesures de capitalisme d'Etat prises, notaient la nationalisation de la principale ressource du pays, le pétrole, jusque là exploitée par des compagnies américaines. Mesures prises pour faire cesser la gabegie due au boom des prix en 74 et qui sont allées de pair avec un renforcement de l'austérité sur les travailleurs. Ceux-ci n'ont pas manqué de réagir, la grève des ouvriers du sucre n'étant qu'un moment particulièrement sanglant d'une série de grèves que connaît l'Equateur depuis de longs mois, et contraignant la gauche à revenir à une attitude d'opposition à la junte, bien sûr pour mieux saboter les luttes.

Aujourd'hui la junte militaires est mise à dos les secteurs de la bourgeoisie privée locale à cause des nationalisations et a perdu toute confiance ou le peu dont elle pouvait jouir de la part de la classe ouvrière, par sa politique d'austérité et le massacre de Guayaquil. Mais aussi elle vient ternir par ce même massacre, son image de marque auprès des USA, alors que Carter dans sa préparation idéologique à la guerre qu'est la croisade pour les libertés, met au pas tous les pays du bloc américain et notamment en Amérique Latine, qui ont des régimes trop peu démocratiques. Sous cette pression la junte avait promis des élections et la remise du pouvoir aux civils pour 78; la tragédie de la sucrerie Aztra ne viendra que renforcer ce processus et permet à la gauche d'avoir le vent en poupe. Celle-ci l'a bien senti d'ailleurs, qui parle aux travailleurs de paix sociale pour préparer les élections. L'air n'est pas nouveau et la chanson n'est pas spécifique à l'Equateur, le prolétariat d'un bout à l'autre de la planète a les mêmes ennemis et les mêmes tâches, il saura, nous n'en doutons pas, rendre le goût du sucre bien amer dans la bouche de tous les bourgeois du monde.

J.C.

## RAPPORT SUR LA FRANCE

(suite de la page 5)

marché mondial à son allié auquel est fixé un cadre d'exportation bien défini qui ne pourra aller qu'en se rétrécissant. Renault et Michelin ont rencontré d'énormes difficultés aux USA : les USA ne sont pas un marché pour la France.

En outre, les interdictions de survol de New York par le Concorde ont frappé d'un rude coup toute l'aéronautique française. Sous la pression de l'Amérique, qui doit à tout prix contenir les forces du Pacte de Varsovie en Europe, la France a été quasiment contrainte d'accroître son budget militaire. La restructuration de l'armée française, l'abandon de son projet stratégique de "défense tous azimuts", la substitution de la technologie américaine pour la

conception et la réalisation des centrales atomiques à la filiale nationale "graphite-gaz", traduisent la soumission de la France au bloc de tutelle. Dans l'impossibilité de jouer sa propre carte en politique étrangère, la France voit ses intérêts généraux se confondre à ceux du bloc américain. Elle sera toujours plus soumise au diktat américain, renoncera à toute initiative diplomatique et militaire sans l'accord américain, et réintégrera l'OIPAN.

Dans une deuxième partie, nous verrons comment la crise économique se répercute sur le plan politique, et sonne le branle-bas de combat contre la classe ouvrière pour les différentes fractions du capital.

## ARGENTINE

### Les syndicats au secours de l'armée

Depuis plusieurs mois, la répression militaire de la classe ouvrière en Argentine, débarrassée de ses derniers ornements, menait son oeuvre méthodiquement sans prendre de gants : enlèvements et assassinats des ouvriers les plus combatifs, élimination physique des "meneurs", quadrillage des usines et des quartiers ouvriers par l'armée. La vague de luttes qui, de 1969 à 1975, avait été marquée par le surgissement fréquent et répété de grèves, occupations d'usines et parfois défense armée des quartiers ouvriers, trouvait le couronnement de sa défaite avec le coup d'Etat militaire de 1976. Auparavant, le "péronisme", exprimant l'accord fondamental de toutes les fractions politiques de la bourgeoisie sur la défense du capital national des gauchistes de T'ERP aux extrémistes de droite de TAAA (1) - avait préparé le terrain. Mais une fois la classe ouvrière dispersée, cette politique, cheval de retour où la période de croissance de la reconstruction pouvait encore faire illusion, se révélait insuffisante pour faire face au besoin de remise en ordre imposé par la crise (500% d'inflation couramment, près de 1000% début 76) et son corollaire, la décomposition politique. Isabelita Peron et son équipe étaient chassés du pouvoir par l'armée, seule force capable d'exprimer ce besoin de remise en ordre dans un pays de la périphérie du capitalisme, certes fort parmi les faibles, mais faible parmi les forts. L'éventail des diversions politiques se refermait. La bourgeoisie déroula un tapis rouge du sang de la répression sous les pieds du général Videla. Les formations politiques s'effacèrent derrière l'armée, le PC argentin proclamant: "le gouvernement suit une politique sensée et démocratique", et les trotskystes du PSI analysant le coup d'Etat comme une "brèche démocratique" (sic); la politique bourgeoise en milieu ouvrier avait momentanément rempli sa fonction. Une austérité draconienne imposée par la force ramenait l'inflation à ...150%!

Fin 1977, le ressurgissement des grèves qui se sont étendues comme une traînée de poudre, touchant plus de 200 000 ouvriers, de Renault à Cordoba, au métro de Buenos-Aires, des chemins de fer de tout le pays aux électriciens de Santa Fé, a tenu tête à l'armée, contraignant le gouvernement à céder partiellement.

Comment donc, un mouvement aussi vaste a-t-il pu naître après un an et demi d'étouffement syndical? se demande la bourgeoisie "démocrate" ("Le Matin" du 4 novembre). A cela, la classe ouvrière a répondu par son action, infligeant un démenti à ceux qui la cantonnaient à des tâches d'appui à des forces "démocratiques" ou "anti-impérialistes". Ce mouvement, né de la dégradation des conditions d'existence dans les entrailles du prolétariat, possédant des caractéristiques d'extension, de solidarité et d'organisation dans la lutte contre l'exploitation, identiques quels que soient le régime politique et le cadre

national de la domination capitaliste, n'a pas besoin du droit de grève ou de syndicat (interdits depuis le coup d'Etat) pour mener la lutte. La classe ouvrière ne quémante pas des "droits" à la bourgeoisie, elle agit comme classe tendant vers l'autonomie vis-à-vis de toutes les autres classes et couches de la société.

Cependant, cette force du mouvement spontané du prolétariat ne doit pas pour autant masquer ses faiblesses face aux ressources dont dispose encore la bourgeoisie. En l'absence de luttes importantes dans les pays industrialisés, l'administration américaine, tête de file de l'impérialisme occidental, mène en Amérique Latine une politique visant l'intégration maximum de toutes les forces qui se rejettent souvent mutuellement dans l'opposition. A ses alliés endifficulté, elle favorise la mise en place de "solutions" qui correspondent à son besoin d'infléchir sa poussée au niveau mondial et, face au prolétariat, brouillent les cartes de l'affrontement social.

En Argentine, les syndicats violemment "remerciés" en 1976 une fois leur tâche de dispersion du mouvement ouvrier accomplie, reviennent au premier plan, non comme un instrument de lutte pour le prolétariat, mais comme un outil de la bourgeoisie contre le prolétariat. Forts d'une auréole de combativité regagnée pendant "un an et demi d'étouffement syndical", les syndicats, jamais rancuniers, reviennent pour renforcer un encadrement par l'armée malmené par la lutte ouvrière. Leurs homologues expérimentés en la matière dans les pays industrialisés ne ménagent pas leurs conseils. Le RF exprime ce besoin de syndicats ressenti par l'Etat en ces termes: "Il est vrai que la loi qui interdit les grèves et l'activité syndicale a gêné l'organisation du mouvement revendicatif, mais elle a entraîné en même temps la recherche d'interlocuteurs par les autorités. De ce fait la nécessité de normaliser démocratiquement le mouvement syndical est apparue au premier plan." ("L'Humanité" du 10-11).

L'interdiction de la grève a-t-elle empêché la grève? L'interdiction des syndicats a-t-elle gêné l'organisation des ouvriers, l'extension de la lutte à tous les secteurs et la mise en avant de demandes d'augmentations de salaires de 100%? Non, tout cela n'a gêné en fait que la pénétration de la bourgeoisie en milieu ouvrier dans un moment de combativité. Les syndicats, partis de gauche, gauchistes, avaient, en endormant leur méfiance, désarmé les ouvriers face à la répression armée. Parés d'une nouvelle virginité, ils se remettent en selle aujourd'hui. C'est grâce aux illusions qu'ils sèment et qui font hésiter les ouvriers, que la bourgeoisie va reprendre le peu qu'elle a du concéder et poursuivre le maintien armé de son ordre social.

M.G.

## SOMALIE : L'EXPULSION DES CONSEILLERS SOVIETIQUES

Comme naguère l'Egypte, aujourd'hui la Somalie expulse les conseillers soviétiques, venant ainsi concrétiser officiellement son passage dans le camp occidental.

Nulle affinité idéologique ne résiste longtemps à des intérêts impérialistes contradictoires, le passage de l'Ethiopie moribonde dans le bloc russe a rendu contradictoires les revendications territoriales de la Somalie, défendues un temps par la Russie et les intérêts du capital russe, qui veut faire de l'Ethiopie, son nouveau bastion dans la corne de l'Afrique.

Bien que sur son drapeau flottent les visages de Marx, Engels, Lénine et... Syad Barré, c'est aujourd'hui vers Washington que le capital somalien tourne son regard. Tous ces fétiches idéologiques n'ont qu'un caractère mystificateur en Ethiopie, en Somalie, comme en URSS ou ailleurs, c'est une des forces mystificatrices du capital de pouvoir se donner le masque de la révolution, du socialisme, pour faire accepter le massacre impérialiste.

Mais ce que l'expulsion des 2000 conseillers soviétiques marque le plus, c'est le recul de l'impérialisme russe. Incapable, à cause de sa relative faiblesse économique, de surmonter au sein de son bloc des intérêts locaux antagoniques comme peut le faire le bloc américain (cf la visite de Sadate en Israël) avec la perte de la Somalie après le passage de l'Inde dans le camp occidental, l'URSS se voit fermer une porte de plus sur l'Océan Indien.

C'est de cette situation qui voit le camp impérialiste russe se réduire de plus en plus à son bastion européen et asiatique sous la pression offensive de l'impérialisme américain, et qui doit briser pour le salut de son économie l'état qui l'étouffé, que naît le danger de la guerre impérialiste généralisée.

les célébrations d'Octobre 1917:

# COMMENT ENTERRER LA REVOLUTION

• "Du vivant des grands révolutionnaires, les classes d'opresseurs les récompensent par d'incessantes persécutions. Elles accueillent leurs doctrines par la fureur la plus sauvage, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie d'en faire des icônes inoffensives, de les canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une certaine auréole afin de "consoler" les classes opprimées et de les mystifier. Ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son contenu et on en émusse le tranchant révolutionnaire". Ce n'est pas uniquement aux révolutionnaires que ces paroles de Lénine peuvent s'appliquer, mais aux révolutions elles-mêmes. La célébration du 60ème anniversaire de la Révolution d'Octobre par la bourgeoisie l'a confirmé avec éclat. 12 heures de programmes pour la radio-télévision nationale, 5 pages du "Monde" 50 du "Martin de Paris", 10 pages du même Figaro qui en 1917 traitait Lénine de "pâle tzar de la canaille" ; les accents pour saluer cet "immense événement" ont fait tant de bruit qu'ils ont ému le "réac-

tionnaire" de service Louis Pauwels : "Le temps serait-il venu, pour les français, de célébrer Octobre 17 comme un super 1789?...Le temps serait-il venu pour les français républicains de tenir l'invention du Goulag, 50 millions de morts civils et l'anéantissement de la liberté de pensée, pour une nécessité logique de l'ordre et le juste prix du progrès?" Vertueuse indignation d'un bourgeois qui n'a pas bien compris la politique présente de sa classe mais qui n'en conserve pas moins l'idée de base : faire de la Russie d'aujourd'hui le "résultat direct de la Révolution d'Octobre". Et ce dont la bourgeoisie se réjouit le plus, c'est que "l'Union Soviétique (soit) devenue de plus en plus un pays, bien plus qu'une cause" (Newsweek, 14/11/77) : les rappels et les éloges sur son rôle et son "patriotisme" dans la deuxième guerre mondiale n'ont pas tari au cours de ces célébrations. Mais ce qui est particulièrement répugnant de la part des bourgeois convertis à l'admiration à l'égard de l'URSS l'est d'autant plus de la part de ceux qui se proclament les héritiers de la révolution d'Octobre : les partis

ditions "communistes". Par exemple, un des responsables du PCF, Georges Cogniot, retient comme "leçon de la révolution russe", "le sacrifice du peuple russe et l'engagement du gouvernement soviétique pendant la seconde guerre mondiale contre le nazisme". Le comble de l'ignominie et de la falsification est ici atteint. La base essentielle de toute la lutte des révolutionnaires et tout particulièrement de Lénine et des bolcheviks pendant la période qui a précédé la révolution d'Octobre est justement la dénonciation de la guerre impérialiste et de toute participation à celle-ci. Le mot d'ordre des bolcheviks fut, dès 1914 : "transformation de la guerre impérialiste en guerre civile". C'est contre les abandons de certains de ses camarades (particulièrement de Staline et de Kamenev) que Lénine écrit dès son retour en Russie, ses fameuses "thèses d'avril" qui marquent le début du "réarmement du parti bolchevik" (Trotsky) et vont lui permettre de conduire le prolétariat vers la victoire d'octobre 17. Et c'est justement dès le premier point que ces thèses dénoncent la guer-

re : "Aucune concession, si minime soit-elle, au jusqu'aboutisme révolutionnaire" ne saurait être tolérée dans notre attitude envers la guerre qui, du côté de la Russie, même sous le nouveau gouvernement de Lvov et Cie, est demeurée incontestablement une guerre impérialiste de brigandage en raison du caractère capitaliste de ce gouvernement. Il importe de les éclairer (les masses) sur leur erreur avec une persévérance, une patience et un soin tout particuliers, de leur expliquer qu'il existe un lien indissoluble entre le capital et la guerre impérialiste, de leur démontrer qu'il est impossible de terminer la guerre par une paix vraiment démocratique et non imposée par la violence, sans renverser le capital. Organisation de la propagande la plus large de cette façon de voir dans l'armée combattante. Fraternisation." C'est encore l'attitude à l'égard de la guerre impérialiste et à l'égard des objectifs de la révolution d'Octobre : destruction violente de l'Etat bourgeois dans tous les pays, dictature mon-

(suite page 7)

## MISERE DE LA PHILOSOPHIE ET PHILOSOPHIE DE LA GUERRE

• La décadence a de ces renversements! L'Allemagne, ce creuset autrefois si fécond de la pensée occidentale, engendre aujourd'hui des Baader et des Schmidt ; la France, le pays de la bande à Bonnot et des Ravachol se fait terre d'élection pour la "nouvelle philosophie".

Sous la boutade de surface, il entre beaucoup moins de légèreté qu'il ne paraît dans la liberté que nous prenons de rapprocher ainsi la philosophie nihiliste, matinée de tiers-mondisme, des trois "desperados" assassinés par la social-démocratie germanique, et le terrorisme en salons littéraire estel qu'il nous est servi par les ex-staliniens Glucksmann, Levy, Dollé et toute cette bande ainsi nommée les "nouveaux philosophes". C'est qu'immanquablement le déclin du capitalisme conduit à toutes les catastrophes : d'un côté, l'incapacité tendancielle à faire vivre l'humanité et sa traduction extrême, la guerre planétaire cyclique. De l'autre, et dans le même temps, une décomposition générale des rapports sociaux et la déliquescence tendant vers l'absolu de toute forme d'expression de la pensée humaine. Sous cet angle, les conséquences sont aussi bien le terrorisme à la Baader que la philosophie à la Bernard-Henri Lévy.

regain de

### la décomposition idéologique

N'empêche, voici donc que par ces temps d'errance la "Nouvelle Philosophie" nous est advenue. Partout, à la radio, à la TV, dans les journaux, français et étrangers, elle nous impose sa présence obsédante, à la manière d'une nouvelle marque de lessive. Et pourtant ne s'agit-il que d'une pure opération de vente promotionnelle, banale dans le capitalisme? Qu'est-ce qui fait, par exemple, dans la "Nouvelle Philosophie" qu'elle incite les grands leaders politiques à se prononcer à son endroit? Mitterand lui fait des coquettes; Salihi (PCF) la jette aux orties; Giscard l'invite à l'Elysée.

Si la "Nouvelle Philosophie" doit se rapporter à la pensée de ce monôme de jeunes gens, frais sortis, pour la plupart, du temps de leurs études à la rue d'Ulm, du nez desquels, si'on le pressait, sortirait encore du lait althus-sérien et lacanien, parfaitement ignorés du vaste public, il y a peu, alors tout ce tapage est beaucoup trop d'honneurs pour eux. Il suffit de comparer le bruit à son origine supposée pour qu'aussitôt saute aux yeux l'énormité de l'imposture. Que, surmontant notre répugnance instinctive aux miasmes de l'idéologie bourgeoise, nous plongeons dans la logorrhée "néo-philosophique", nous n'y trouvons d'abord rien de nouveau mais une prétentieuse indigence. Une dialectique si minable qu'elle fait verser un pleur de dérision à de "vrais" philosophes "modernes" comme Châtelet ou Deleuze. Un discours de la déception si ringard -qu'a-t-on fait de notre joli "mal"?- que par comparaison le terne désarroi d'un Cohn Bendit ou d'un Geismar se pare de dignité. Un anti-marxisme si primitif qu'on en regrette les plus sottes phobies d'un Stirner ou

d'un Proudhon. Au total le consternant tableau d'un fiasco intellectuel bien fait pour confirmer, une fois de plus, la sentence que Marx, dès 1844, dans ses thèses sur Feuerbach, formulait sur l'avenir de la pensée bourgeoise en général.

La "Nouvelle Philosophie", réduite à la dimension des penseurs de chez Grasset, demeurerait un phénomène mondain. Elle n'acquiert de l'enflure que parce qu'elle est l'écho en surface d'une lame de fond qui emporte l'écume du mouvement étudiant des années 68-72, et ses chantres, V entraînant au reniement des nourritures spirituelles gobées au râtelier maoïste. Ainsi de Le Bris, ancien directeur de "la cause du peuple"; de ce farouche cénacle littéraire "marxiste", le groupe "Tel Quel"; ou encore, on en passe, des auteurs féministes de "la moitié du ciel" (rapport sur la Chine).

Il faut aller encore plus loin dans la dénonciation de cette publicité frauduleuse. Au bout du compte, la "Nouvelle Philosophie", c'est le prêtre-nom en France d'un courant d'ensemble qui, des mouvements dissidents dans les pays de l'est jusqu'à "Amnesty International" et autre croisade pacifiste, recouvre le monde capitaliste entier d'une vaste esbroufe humanitariste. Dans son état élargi on en voit que mieux, là, l'un des produits idéologiques typiques de cette fraction pensante de la petite-bourgeoisie qui, incapable à l'instar de toute la bourgeoisie d'entrevoir une issue à la barbarie capitaliste, travestit son inanité politique sous le subterfuge du combat moralisant et justicier. De la "philosophie nouvelle", l'intelligentsia en fait depuis bien longtemps, par voca-

tion naturelle. Lors de l'affaire Sacco et Vanzetti, des purges de Moscou, du procès Rosenberg, chaque fois que cela ne la poussait pas trop loin dans la dénonciation de sa propre classe, elle a produit de la "nouvelle philosophie". Mais lorsque les choses deviennent plus graves, quand le capitalisme décadent touche à l'un des points extrêmes de sa crise, la guerre impérialiste de 36-45 par exemple, alors se révèle dans son aboutissement la portée sous-jacente de toute cette belle lutte pour les droits humains : la justification idéologique des massacres des ouvriers dans le camp démocratique de la bourgeoisie. Les Sartre, les Malraux, les Koestler, qui marquèrent l'autre guerre attendaient leur relève : elle est arrivée.

### caution idéologique à l'impérialisme

Ce qui fondamentalement, en effet, donne sa véritable dimension au bluff néo-philosophique, c'est la rentrée du capitalisme dans le cours vers la guerre mondiale. Un journaliste du "Time" le disait, et il a raison, il y a une parenté réelle entre la "Nouvelle Philosophie" des Levy et Cie et celle qui inspire la campagne de "moralisation" de Carter. En allant plus loin dans les choses que ne le pouvait ce journaliste, nous en voyons le coeur comme ceci : la campagne de Carter s'insère dans le cadre d'une préparation de longue haleine à l'affrontement entre les deux blocs impérialistes, et la "Nouvelle Philosophie" n'est qu'une exploitation en termes philosophiques de l'esprit de cette entreprise politique : sa caution intellectuelle.

Rien en soi d'étonnant dans cette convergence. Plus l'impasse du capitalisme dans la crise lui ferme toutes les possibilités d'"issue" autres que le

repartage violent du marché mondial, plus la bourgeoisie, on l'a déjà vu dans les années 30-40, a tendance à réaliser unanimement ses intérêts objectifs par delà ses contradictions et nuances internes, et à se comporter comme un bloc soudé face à la seule force représentant un obstacle périlleux : le prolétariat. Dans l'effort de préparation à la guerre, elle concentre de la droite mais surtout de la gauche, tout le faisceau de ses mystifications contre la classe ouvrière en un point unique : déplacer le terrain naturel de la lutte ouvrière vers le champ de bataille des impérialismes. Pour les partis de gauche et les gauchistes c'est et ce sera au titre de la défense de la démocratie socialiste, des prétendus bastions et acquis socialistes, alors qu'il n'y a, pour les ouvriers, que du capitalisme partout à détruire pour ne plus subir l'exploitation. Pour les "Nouveaux Philosophes" de toute extraction, c'est et ce sera au titre du combat contre le "totalitarisme" sous visage stalinien (qu'ils adoraient hier encore), alors que les goulags ne sont que le révélateur dramatique d'une tendance totalitariste inhérente au capitalisme décadent, à l'est comme à l'ouest, telle que la RFA vient encore de l'illustrer. Mais quel que soit l'alibi invoqué, il s'agit dans tous les cas d'une idéologie de guerre du capital dont la fonction est partout identique : justifier aux yeux du prolétariat son propre massacre.

L'anti-totalitarisme "communiste" d'un Glucksmann fleure bien, un peu repeint, cet anti-fascisme qui a déjà rendu au capital tant de bons et loyaux services. La "Nouvelle Philosophie"? Décidément rien de nouveau dans le vieux monde.

Mx.

## GRANDE-BRETAGNE

# les syndicats contre les hausses... de salaire

• Premier tableau, British Leyland : les ouvriers, en grève, se voient refuser le soutien des syndicats : leur revendication porte sur une augmentation de salaire de 20 %. C'est trop. Le gouvernement travailliste tente de réduire les augmentations à 10 %. Les syndicats appuient cette politique.

Deuxième tableau, Belfast, 20 septembre: une entreprise métallurgique ayant accordé à ses ouvriers 22 % d'augmentation se trouve sommée par le gouvernement de renégocier cet accord afin de réduire l'avantage octroyé. Devant le refus d'obéissance du chef d'entreprise, soutenu par la confédération des industries britanniques, le gouvernement coupe les crédits à l'exportation et sanctionne.

Les habitués ne reconnaissent plus la pièce qui se joue sur la scène du théâtre social. Les rôles semblaient pourtant bien distribués : l'Etat allié du Patron affrontant le syndicat défenseur du travailleur. Voilà qu'aujourd'hui l'Etat, soutenu par le syndicat donne la bastonnade au gentil patron. Il y aurait donc quelque chose de pourri au

royaume d'Angleterre ?

Effectivement, il y a quelque chose de pourri, ici comme ailleurs : le capitalisme. Mais, ici, la crise est telle qu'elle met à nu la nature du système et les rouages de la société, ne permettant plus le maintien de trop subtiles illusions. Les rôles ne changent pas, mais les masques tombent : par ces événements, les syndicats, contraints par la situation, dévoilent la réalité de leur fonction. A travers le cas de British Leyland, ils offrent un démenti à ceux qui, y compris les gauchistes, les situent encore comme défenseurs, même mauvais, de la classe ouvrière. De fait, ils sont de très bons alliés du capital dont ils assurent consciencieusement la défense en monnayant la confiance qu'ils ont encore de la part des travailleurs.

Leur intégration dans le système est même plus profonde. Ils n'offrent pas seulement un appui efficace, mais, dépassant en cela le patronat qui, comme à Belfast, suit souvent une politique isolée du coup pour coup en réponse à une situation partielle donnée, les syndicats anglais participent active-

ment à la défense des intérêts globaux du capital national et à la gestion de son Etat. Ils sont les meilleurs garants d'une politique de sauvegarde économique mise en oeuvre par la gauche au pouvoir. En somme, les syndicats et la gauche défendent le capitalisme y compris contre les capitalistes eux-mêmes.

La situation est particulièrement claire en Angleterre. Et si, dans d'autres pays, tels la France, les centrales syndicales peuvent se payer le luxe de jouer la pièce selon une distribution de rôles classique, c'est que la crise y est pour le moment moins violente ou que la gauche encore dans l'opposition leur laisse une plus grande souplesse de manoeuvre, et leur permet de grandes déclarations assurant la classe ouvrière de leur fidélité dans la défense de ses intérêts, déclarations qu'ils s'empresseront de renier le jour où la situation du capital sera trop catastrophique pour pouvoir s'embarrasser de faux semblants. Alors, les syndicats n'auront pas changé de nature, ils l'auront mise au grand jour.

T.H.

# VIE DE L'ORGANISATION

## REUNIONS PUBLIQUES

## PUBLICATIONS DU C.C.I.

La réunion publique de R.I. à Paris s'est tenue sur la campagne "anti-terroriste" des Etats "démocratiques" européens : profitant du creux dans la lutte ouvrière, la bourgeoisie procède à un renforcement spectaculaire de sa terreur "légale" étatique ; elle prépare ses armes pour la guerre de classes à venir (voir article dans ce numéro). La chasse à l'homme, l'assassinat, la boue et le sang, seront la riposte capitaliste à toute lutte ouvrière.

Dans la discussion qui a suivi l'exposé, nous avons affirmé que l'explication des événements récents ne se trouve pas dans les "spécificités" allemandes, japonaises ou italiennes, mais plutôt dans le rapport de forces actuellement en faveur de la bourgeoisie.

Notre réunion mettait en garde contre une tendance à prendre les thèmes mystificateurs de la bourgeoisie pour argent comptant, contre une tendance à monter en épingle la question "terroriste". Ce n'est pas le terrorisme qui est en jeu à l'heure actuelle, mais l'utilisation de ce fait divers pour créer de toutes pièces un thème de mystification mass-media, capable de prendre la relève de "l'anti-fascisme" aujourd'hui usé : le nouvel "anti-terrorisme" qui réussit provisoirement à conditionner la population pour qu'elle s'identifie avec l'Etat "défenseur de l'ordre".

Nous avons fait remarquer que le PCI ("Le Proletaire"), tout en dénonçant la fiction cynique de la "démocratie" bourgeoise, se laisse tout de même en-

traîner sur le terrain de la mystification en considérant Baader comme "le rappel de la nécessité de la violence pour la lutte prolétarienne", comme un "signe avant-coureur" du futur mouvement. Nous avons répondu au camarade du PCI présent que la violence consciente et organisée du prolétariat n'a rien à voir avec les actions terroristes futiles des éléments petit-bourgeois issus du mouvement étudiant. Face au "Proletaire" qui exalte la "Terreur Rouge" des "Jacobins prolétariens" au point de citer Che Guevarra en exemple d'appel révolutionnaire, nous affirmons que la violence du prolétariat n'est pas comparable à la terreur qu'a pu exercer et qu'exerce la bourgeoisie. Celle de la bourgeoisie est une violence d'une minorité sur l'ensemble pour instaurer une société divisée en classes. Celle du prolétariat est une violence organisée consciemment par une majorité pour immobiliser la contre-révolution et instaurer la société sans classes.

Nous avons conclu la réunion avec une mise en garde contre la mentalité terroriste qui entrave le développement de la conscience de classe.

Seule la lutte de classe ne peut pas être récupérée en tant que telle, seule la lutte de classe arrêtera cette inutile livraison de victimes, seule la lutte de classe donne une solution à la barbarie et peut détruire l'Etat capitaliste, ouvrant le chemin à l'émancipation des travailleurs et de l'humanité entière.

Les discussions politiques qui ont lieu dans le CCI, tentatives de clarifier les positions de la classe ouvrière, ne sont pas une fin en soi. Dans une période de ressurgissement de la lutte de classe au niveau mondial, c'est le devoir des révolutionnaires de généraliser la compréhension à laquelle ils sont parvenus à l'intérieur du mouvement ouvrier tout entier. C'est le but de nos publications, de nos tracts, c'est aussi le but de nos réunions publiques. C'est aussi en confrontant ses positions dans la discussion avec les éléments ou groupes qui y viennent que le CCI participe à la clarification dans le mouvement révolutionnaire.

Revolution Internationale, section du CCI en France, organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Marseille, Mulhouse, Nantes, Rouen, St Nazaire, Toulouse.

### Bordeaux

Réunions publiques : Café Victor Hugo, Cours Victor Hugo, à 17 h.  
17 décembre : "La bourgeoisie parle de paix et prépare la guerre"  
21 janvier : "Ce qu'est et ce que n'est pas l'autonomie ouvrière".  
Permanences : Librairie 33, 26 rue St James, le samedi 10 décembre de 16 à 18 h ; le mercredi 11 janvier de 17 à 19 h ; le samedi 28 janvier de 16 à 18 h.

### Dijon

Réunion publique : 14 janvier, à 17 h., à la MJC Maladière, rue Balzac (sujet non fixé).  
Permanences : 2ème et 4ème jeudis de chaque mois, de 17 h. 30 à 18 h. 30, au Pavillon St Bernard, 1er étage, Campus Montmuzard (Bd Gabriel).

### Marseille

Réunion publique : 2 décembre, à 21 h., salle Lacordaire, 30, rue Ste Victoire : "50 ans après le triomphe de la contre-révolution, en Russie comme dans le reste du monde, octobre 17 reste l'avenir de l'humanité".  
Permanences : Les 2ème et 4ème vendredis du mois, de 18 h. à 21 h., même endroit.

### Mulhouse

Permanences : le 1er mercredi de chaque mois, à 17 h., "La mémoire du futur", 1 bd du Président Roosevelt.

### Nantes

Réunion publique : 4 décembre, à 17 h., 3, rue de l'Amiral Duchaffault : "Terrorisme et communisme".  
Permanences : tous les derniers samedis de chaque mois, à 14 h., même endroit.

### Paris

Réunions publiques : 27, avenue de Choisy (salle verte, premier étage, métro Porte de Choisy) 13ème - 17 h.  
17 décembre : "Ce qu'est et ce que n'est pas l'autonomie ouvrière".  
7 janvier : "Hier, aujourd'hui, demain, PC/PS contre la classe ouvrière".  
Permanences : tous les samedis à 16 h., même endroit.

### St. Nazaire

Réunion publique : 3 décembre, 17 h., au Foyer du Travailleur : "Défense du caractère prolétarien de la révolution d'Octobre".

### Toulouse

Réunion publique : 23 décembre, 20 h. 30, 48, avenue de la République : "Un demi-siècle de décadence".  
Permanences : Café Le Colbert, avenue St Expéry (Pont des Demoiselles), tous les samedis à 14 h. 30

## souscription

A l'heure où la crise frappe avec de plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent : papier, impression, frais postaux.

Pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

Directeur de la publication : C. Giné  
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

REVOLUTION INTERNATIONALE  
B.P. 219  
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements couplés  
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale.

France	Etranger	Par avion
40 F	60 F	80 F

Abonnements simples  
12 numéros de R.I. seulement.

France	Etranger	Par avion
20 F	30 F	40 F

Abonnements et versements à :  
C. Giné, CCP La Source 34 195 33

### ACCION PROLETARIA (Espagne)

Ecrire à l'adresse de RI.

### INTERNATIONALISM

PO Box 961  
Manhattan Station  
365, West 125 St.  
New York, N.Y. 10027 (USA)

PO Box 328  
Station "D"  
Toronto, Ontario (Canada)

### INTERNATIONALISME

BP 2  
Etterbeck 4  
1040 Bruxelles

Adresse aux Pays-Bas :  
IKS  
Postbus 452  
Nijmegen

### INTERNACIONALISMO

Apartado postal 20674  
San Martín  
Caracas 102  
(Vénézuéla)

### RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469  
80100 Napoli (Italie)

### WORLD REVOLUTION (G.B.)

Ecrire à l'adresse comme suit :  
BM Box 869  
London WC IV 6 XX

Adresse en Allemagne :  
IKS C/o ABC Buchladen  
Goethestrasse 77  
3500 KASSEL

## révolution russe

(suite de la page 6)

diale du prolétariat, qui devait être au centre de la scission des partis communistes avec les partis socialistes passés au service du capitalisme. C'est ce que ces partis communistes devaient "oublier" en se ralliant au "socialisme dans un seul pays" et à la "défense Nationale" ; dans le même temps que, de point d'appui de la révolution mondiale, l'URSS se convertissait en puissance impérialiste à la défense de laquelle les PC étaient chargés de dévoyer la lutte de classe. La participation de ce pays à la seconde guerre mondiale et au partage du monde (le "nazisme" ayant remplacé le "militarisme" comme thèmes de mystification) n'était pas à inscrire à l'actif de l'Octobre prolétarien mais bien à celui de son tragique écrasement.

Si on ne devait retenir qu'une seule leçon d'Octobre 17, c'est que la révolution prolétarienne ne peut être que mondiale comme l'ont proclamé depuis 1848 les communistes ; qu'isolée dans un pays ou une zone géographique, elle ne peut que dégénérer, comme un demi-siècle de défilés militaires devant la momie de Lénine l'ont montré dans un pays où règne une des formes les plus barbares du capitalisme décadent.

C'est donc en rejetant toutes les "leçons" chauvines, démocratiques, anti-fascistes, pacifistes, en rejetant toutes les politiques même "critiques" de "défense de l'URSS" comme de toute autre nation, en détruisant les partis qui s'en réclament comme les partis "communistes" ou "trotskystes", que les nouvelles générations ouvrières pourraient tirer les véritables enseignements d'Octobre, utiliser ses seuls "acquis" et reprendre le flambeau de la révolution arraché des mains des prolétaires par les défaites successives de 1919, 21, 23 et 27 après qu'ils en aient éclairé le monde et terrorisé la bourgeoisie en 1917.

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.

Elle se fixe les tâches suivantes :  
- la publication de prises de position et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;  
- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;  
- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

REVUE INTERNATIONALE n° 11 :

- De la crise à l'économie de guerre  
- Les groupes politiques prolétariens  
- La période de transition (textes du 2ème Congrès du CCI)  
- L'Etat et la dictature du prolétariat (débat)  
- Sur "La Gauche Communiste en Allemagne" (1918-21) de Authier-Barrot.

Les 30 avril et 1er mai 1977 s'est tenue une Conférence organisée par le Parti Communiste Internationaliste (Battaglia Comunista) à laquelle nous avons participé. Le compte rendu vient d'être publié. Nous engageons vivement les lecteurs à le lire (4 F).

### ERRATA

- Dans RI n°42, p.8, 1ère colonne, il fallait lire : "Il est beaucoup plus facile de rassembler le plus de monde possible sur une base floue que d'élaborer une plate-forme où se retrouvent les acquis des luttes passées."

- Dans RI n°43, p.7, il fallait lire, dans l'article sur la Suède : "les impératifs de l'exportation".

## SAHEL

(suite de la page 4)

des sociétés étrangères travaillant au Sahel. Et le ramassis d'ânes savants, qui soi-disant travaillent à la promotion de l'Afrique, apportent en fait leur bénédiction scientifique à l'impérialisme.

Tout aussi sinistre que les fameux "secours" organisés en 73 sous l'égide de VONU, est la fumisterie internationale de Nairobi en 77. Ce même capitalisme qui a plongé l'Afrique dans les ténèbres du colonialisme ne va pas éloigner de cette même Afrique le spectre toujours présent de la famine. Alors qu'il ose parler d'"avancement des peuples de couleur", la loi du profit procède à la destruction de denrées agricoles par tous les procédés. Il brûle dans les chaudières des locos, blé et café ; il transforme le beurre en graisse pour les fusils-, il envoie à la décharge publique des tonnes de fruits et légumes, etc.

Au début de l'ère industrielle, on vit en Irlande et en Ecosse les moutons chasser les hommes de leurs terres pour permettre aux landlords de faire le commerce de leurs laines avec les manufactures textiles. En pleine décadence, ce sont maintenant les troupeaux de chèvres qui piétinent et dévastent le Sahel. De sa double mission, destructrice de l'ordre social d'antan et, créatrice des bases matérielles pour un ordre social capitaliste, la bourgeoisie n'aura, en Afrique, su que remplir la première fonction.

Ce n'est pas dans la philanthropie des Etats, que se trouve la perspective de mettre fin au long martyre des peuples africains. Cet état de choses va se poursuivre et s'aggraver à un degré toujours plus haut jusqu'à ce que la révolution prolétarienne mondiale, entraînant derrière elle de grandes masses rurales et paysannes, vienne le renverser et restaurer l'unité primitive sous une forme historique nouvelle supérieure.

# STAKHANOV : SYMBOLE DE L'ECRASEMENT DU PROLETARIAT

Stakhanov est mort... et avec lui disparaît ce qui restait du mythe de Stakhanov construit sur la défaite de la révolution russe et l'écrasement du prolétariat mondial : avec lui disparaît une forme d'exploitation de la force de travail justifiée par un prétendu passage du socialisme au communisme : "N'est-il pas clair... disait Staline à la 1ère Conférence des Stakhanovistes en novembre 35, que le mouvement stakhanoviste... ouvre devant nous la voie qui seule nous permettra d'obtenir les indices plus élevés de la productivité du travail, indices nécessaires pour passer du socialisme au communisme, et supprimer l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel". Et c'est au nom d'un communisme auquel elle ne croyait plus, au nom d'une révolution de laquelle il ne pouvait rester aucun acquis, ni politique, ni économique, que Staline appela la classe ouvrière à se faire exploiter plus, sous le contrôle de plus en plus étroit des syndicats.

Mais, ce qui était possible avec une classe ouvrière écrasée ne l'est plus aujourd'hui. Et la mort de Stakhanov prend une valeur symbolique avec la perspective, pour la classe ouvrière russe et mondiale, de prendre le pouvoir et de le garder.

## le stakhanovisme, forme archaïque d'exploitation

Dès les années 20, Lénine s'était déclaré favorable à l'introduction du taylorisme en URSS, dans un souci de productivité, mais aussi dans un souci de réduction du temps de travail. Trotsky et l'Opposition de Gauche ensuite ont été les premiers à critiquer la timidité du premier plan quinquennal, à insister sur l'importance de la réhabilitation du rouble et de la lutte contre l'inflation, "syphilis de l'économie planifiée" : "Formuler pour le dixième anniversaire de la révolution d'Octobre un plan aussi mesquin, aussi profondément pessimiste - disait, la plateforme de l'Opposition - c'est travailler en réalité contre le socialisme" (1927). Tous étaient inquiets devant les faibles résultats obtenus par les premières brigades de choc composées en grande partie d'ouvriers enthousiastes dont les méthodes n'étaient fondées que sur l'agitation et l'exemple personnel, plus que sur les privilèges éventuels.

La suppression des cartes de ravitaillement, le début de la stabilisation du rouble, l'unification des prix ont permis de nouvelles formes de salaire basées sur un système de primes ou de châtements : ainsi a pu naître la possibilité d'un mouvement "stakhanoviste"...

Dans la nuit du 31 août 1935, il est dit que l'ouvrier Stakhanov, mineur de fond, abattit 102 tonnes de charbon, soit 14 fois la norme en vigueur. Mais, ce que l'on ne précise pas, c'est que, l'URSS manquant de matériel, la mine ne disposait que de très peu de piqueurs pneumatiques, c'est que Stakhanov n'a pu réaliser "sa" performance qu'en utilisant dix autres ouvriers qui lui préparaient le travail, c'est que ces dix ouvriers, munis du même matériel et dans des conditions de travail identiques auraient produit chacun tout autant

Le stakhanovisme apparaît alors bien différent du taylorisme aussi bien du point de vue des moyens que des buts.

Le taylorisme se propose d'augmenter la productivité à partir d'une division du travail forcée, d'un matériel perfectionné...

Plongée dans le marasme économique des années 30, l'URSS ne pouvant se battre sur le terrain économique avec des instruments de production modernes, se battait avec les moyens dont elle

disposait : la force de travail, suivant la célèbre formule de Staline : "L'homme est le capital le plus précieux". - Ainsi s'ouvrit en URSS une période d'intense exploitation de la force de travail, avec des moyens dignes du capitalisme du début du 19e siècle : faire surveiller par le même ouvrier plusieurs métiers à tisser par exemple, réintroduire le salaire à la tâche ou aux pièces... C'est la période où les Congrès du Parti exaltaient les performances des chefs d'équipe stakhanovistes au nom de l'"émulation socialiste". Ainsi fut par exemple citée Doussia Vinogradova, tisseuse, qui, en 35, de sa "propre" (sic) initiative, surveillait le fonctionnement de 40 métiers au lieu de 26, nuis de 216 machines automatiques... et fut déléguée au 18ème Congrès en 39. Ainsi se développa toute une couche de chefs d'équipe "surpayés" auxiliaires de la bureaucratie en formation et qui bénéficiaient de quelques-uns de ses privilèges. Comme les Boussyguine dans l'industrie automobile, Smetanine dans la chaussure, Krivonos dans les transports, et bien d'autres dans tous les secteurs... Les résultats de cette "méthode" : un accroissement quantitatif de la productivité au détriment de la qualité, un gaspillage considérable par l'augmentation des déchets, une usure onéreuse de l'outillage, un épuisement prématuré de la main-d'œuvre, le tout pour obtenir une productivité dérisoire par rapport à des pays comme les Etats-Unis ou l'Europe... Ainsi se manifeste l'archaïsme du stakhanovisme : alors que, à la même époque, dans d'autres pays, le taylorisme cherche à augmenter la part de plus-value contenue dans une journée de travail, qu'il en est donc au stade de la plus-value relative, le stakhanovisme ne fait rien d'autre qu'augmenter la durée de la journée de travail : il en est encore, plus ou moins, au stade de la plus-value absolue.

Ouoi qu'en dise Staline, le stakhanovisme n'a pas, non plus, été un moyen de passer du socialisme au communisme ; il n'a pas non plus été un moyen de conserver de prétendus "acquis économiques" d'une révolution défaite : au contraire, il a été un moyen d'écraser un peu plus une classe ouvrière lasse

d'années de guerre et de révolutions réprimées, un moyen de diviser le prolétariat, un moyen de l'amener à la 2ème guerre mondiale sans affronter le danger du défaitisme révolutionnaire de la première.

## comment exploiter une classe ouvrière défaite

Si le stakhanovisme en tant que forme d'exploitation n'a pas augmenté le rendement comme aurait pu le faire le taylorisme, puisqu'il n'a consisté qu'à créer des conditions artificielles de travail, il a eu, pour le stalinisme de la contre-révolution, un autre intérêt : celui d'augmenter démesurément les normes de l'ouvrier "normal" et, donc, de réduire son salaire. Le PC ne ménageait pas ses félicitations à ceux qui voulaient bien jouer ce rôle de jaunes : ainsi, pour l'ouvrier Latiev qui, lançant un défi à la norme Ford de 65 pièces à la minute, arriva à en faire 130, et permit à l'administration de fixer la norme à 112 (12ème Plénum).

Le stakhanovisme a développé toute une atmosphère de concurrence entre les ouvriers, toute une atmosphère de délation : ici et là, les journaux muraux dénonçaient tel ou tel magasinier qui ne livrait pas assez vite les fournitures aux ouvriers désireux de réaliser leur performance journalière...

Au niveau des salaires, l'écart entre les stakhanovistes et les ouvriers des brigades s'est creusé de plus en plus, les premiers jouissant de privilèges aussi bien matériels : primes, logements décentes, crèches... qu'honorifiques : médailles, titres, décorations diverses.

Les ouvriers russes ne se sont pas trompés sur le but du stakhanovisme et nombreux furent les assassinats de stakhanovistes par leurs compagnons de chaîne, les cas de sabotage, et autres réactions de résistance... Mais ces réactions se sont calmées avec la reprise en main de plus en plus forte des syndicats et l'intégration de ceux-ci dans l'organe d'Etat.

En 1933, le Commissariat du Peuple au travail fusionna avec le Conseil Central des Syndicats et sont les premiers garants et protecteurs du stakhanovisme "Les syndicats considèrent que leur tâche urgente consiste à entraîner les contingents retardataires des ouvriers, et à toucher par des brigades de choc l'ensemble de la classe ouvrière. L'émulation et le travail de choc sont à la base de la réorganisation du travail des syndicats soviétiques" (Chvernik, au Vème Congrès de l'Internationale Syndicale Rouge).

La division entretenue entre les ouvriers par le biais du stakhanovisme, par l'exacerbation de la concurrence en entre chaque ouvrier, l'encadrement des syndicats comme organes de gestion, ont largement contribué à amener à la deuxième boucémie impérialiste une classe vaincue, donnant ainsi à l'économie de guerre de l'époque stakhanovienne toute sa signification.

Ensuite, et pendant toute la période où se poursuit la contre-révolution, les syndicats russes n'ont cessé de prôner la solidarité entre l'administration et les ouvriers, "puisque'ils font partie du même syndicat" (sic). La "rationalisation" sera instituée dans toutes les usines par les syndicats, non plus pour les sacrifices préparatifs à la guerre mais pour les sacrifices de la reconstruction d'après-guerre. En 57, est même formée une organisation de masse des inventeurs et "ouvriers d'avant-garde", la "société des inventeurs et rationalisateurs de l'URSS" avec des organisations primaires dans les usines. Alors, on reproche fréquemment aux dirigeants d'entreprises d'accepter de modifier les normes à la demande des ouvriers. On crée dans les entreprises des commissions des conflits chargées de juger certaines "infractions" aux principes de la "morale socialiste", à savoir les chapardages, les fraudes... et autres actes de résistance individuelle. En 1958, au Vème Congrès national des syndicats polonais, Gomulka avait encore insisté sur le caractère d'"union nationale" des organes de l'Etat et des ouvriers : "Les ouvriers et l'administration, ce ne sont pas deux parties opposées du personnel, ce ne sont que deux côtés d'un organisme unique, côtés dont dépend le fonctionnement de celui-ci".

Et c'est ainsi que le stakhanovisme a préparé l'économie de guerre de l'URSS, qu'il a en même temps servi à renforcer la pression de l'Etat sur la classe ouvrière pendant toute la période de contre-révolution. Mais il n'a été possible qu'aussi longtemps que la classe ouvrière était encore défaite : avec le réveil de la classe ouvrière mondiale dans les années 60, le stakhanovisme devient caduc et il faudra trouver au capitalisme russe d'autres moyens plus "démocratiques" d'encadrer le prolétariat, des moyens plus efficaces que la répression directe. C'est ce qui fera l'objet d'un prochain article.

N.M.

"J'AI AUTANT QUE VOUS LE SOUCI DE LA PROSPERITE ET DU BIEN DE L'ENTREPRISE, ET CELA PASSE PAR LES IMPERATIFS DE LA PRODUCTION, NOUS L'AVONS TOUJOURS DIT A LA C.G.T." Lettre ouverte du délégué CGT du département 74 aux agents de maîtrise (Renault, 5/10/1977).

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL en France.

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

■ La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disants "partis ouvriers" - partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes - sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires", "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttres de libération nation-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de soutien aux peuples en lutte n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.